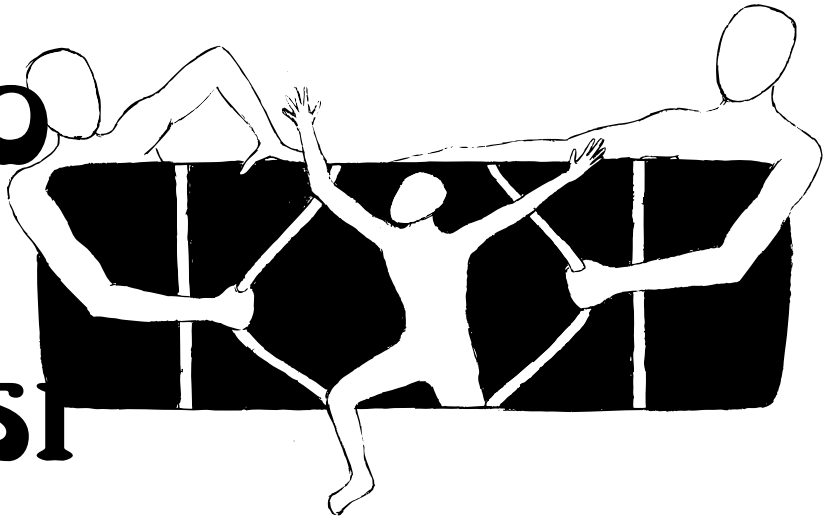
Amoro Kaj Furiosi



Numéro 3 – mai 2007 – apériodique

La barricade ferme la rue mais ouvre la voie…

Sommaire :

De la situation actuelle et de nos perspectives d'organisation… p.3
Entre nous… p.5
Aux larmes citoyens… p.6
Et dire qu'ils sont morts pour ça ! p.8
Soyons bêtes et méchants. p.10
Faut-il tout casser ? p.11
La ville laboratoire. p.13 – 17
De la guerre sociale dans le Chili post-dictature. p.18 – 24
Le contrôle a évolué, et vous ? p.25 – 28
1987 – 2007 : 20 ans de trop ! p.29

Ce journal est une publication autonome et anonyme.

Il est l'expression d'une critique radicale du système.

Au discours réformiste et citoyenniste « tendance » de la gauche de salon et de spécialistes, qui demande un réaménagement du capitalisme, nous opposons un positionnement fort. Le propos d'A.k.F. est clairement révolutionnaire.

Nous ne faisons pas de l'« éducation populaire » comme ATTAC s'en targue, nous ne sommes l'avant-garde éclairée de rien ni de personne. Le but d'A.k.F. est la communication d'idées, la diffusion d'informations sur l'état de certaines luttes actuelles et passées, d'ici et d'ailleurs. (Ainsi le journal contient des traductions d'autres publications comme le journal anarchiste *De Nar* par exemple)

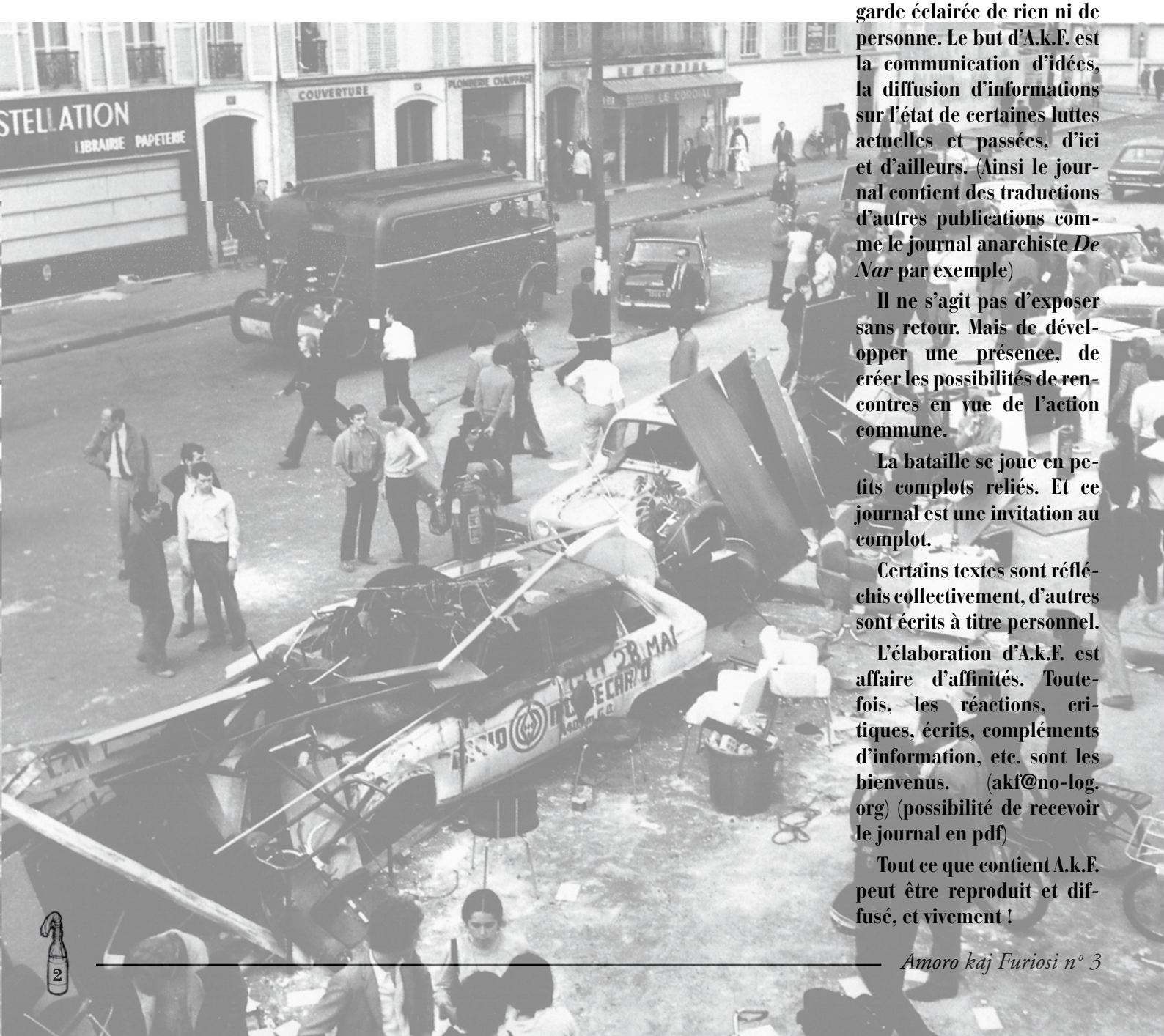
Il ne s'agit pas d'exposer sans retour. Mais de développer une présence, de créer les possibilités de rencontres en vue de l'action commune.

La bataille se joue en petits complots reliés. Et ce journal est une invitation au complot.

Certains textes sont réfléchis collectivement, d'autres sont écrits à titre personnel.

L'élaboration d'A.k.F. est affaire d'affinités. Toutefois, les réactions, critiques, écrits, compléments d'information, etc. sont les bienvenus. (akf@no-log.org) (possibilité de recevoir le journal en pdf)

Tout ce que contient A.k.F. peut être reproduit et diffusé, et vivement !



DE LA SITUATION ACTUELLE ET DE NOS PERSPECTIVES D'ORGANISATION…

Depuis quelque temps, *une certaine lassitude, voire du découragement, se fait sentir au sein du « milieu radical » en Belgique francophone. Nous devons bien reconnaître qu'il y a un réel problème au niveau de ce qui se fait et puis qui disparaît comme si rien n'avait existé. Le constat d'où nous partons est assez « simple » (et cruel à la fois) : après l'euphorie d'une période intense d'action [voir d'activisme pur] c'est l'éparpillement, plus rien n'existe ou si peu. Il n'existe pas en Belgique francophone de mouvement anar ou autonome à proprement parler ; tout au plus un milieu qui partage des idées radicales. Nos capacités de nuire à ce qui nous nuit est quasi nulle. Ne fût-ce que pour exprimer notre solidarité, quand arrivera-t-on à l'exprimer en actes ? Si nous voulons vraiment aller de l'avant et ouvrir une perspective révolutionnaire*[1]*, il serait temps de se poser quelques questions et de tenter d'y répondre, à notre manière bien sûr. Nous pouvons déjà analyser d'où nous partons.*

Attention, le propos ici n'est pas de dire que notre manière de nous organiser en petits groupes affinitaires n'est pas la bonne et qu'il faudrait passer à la construction d'une « grande » orga qui fédérerait tous les anarchistes-antiautoritaires. Les exemples ne manquent pas pour démontrer si besoin était, que ce « modèle » est clairement périmé et non adapté au contexte[2]. C'est un peu la « maladie » des libertaires officiels qui mettent souvent la charrue avant les bœufs… Nous pouvons citer un bel exemple de cela avec « l'initiative pour une CNT belge », qui au lieu de se donner les moyens de diffuser ses idées et d'agir, s'est plutôt institué en « syndicats » ce qui n'était que pur fantasme. Nous croyons plus à de petites initiatives d'individus se connaissant bien (ou apprenant ainsi à se connaître) et se faisant confiance, partant de leur réalité et de leurs désirs de subversion. Après bien sûr, quand de multiples groupes existent, ils peuvent entrevoir de se coordonner mais c'est loin d'être le cas en Belgique. Avant cela, il devrait surtout y avoir un approfondissement, un débat d'idées entre les différents « groupes »[3]. Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand nous parlons d'affinité : non seulement affinités sur le sujet que l'on porte mais entre les participants ; d'où la nécessité de mieux se connaître que simplement par le fait de se retrouver ensemble sur une ou plusieurs actions.

Comment s'inscire dans la durée ? Il y a des luttes à investir mais, il y a sans doute la manière de le faire. En effet, il ne sert à rien de masquer nos envies, notre radicalité sous prétexte d'union[4]. Car effectivement nous sommes peu à défendre des idées de rupture totale d'avec ce système, et alors ? Partons de ce constat. Qu'est-ce que cette manie de vouloir toujours faire de grandes actions où, du coup, nous n'avançons pas avec une perspective révolutionnaire et des pratiques qui nous conviennent. Par exemple : qu'avons-nous à foutre dans des manifs promenades si nous ne décidons pas d'y avoir une intervention ? Quel sens donnons-nous à cette participation ? Nous

pouvons trouver du sens : être dans les manifs de sans-papiers pour y distribuer un tract et donner ainsi un autre son de cloche que les humanitaires[5] ; ou bien y être parce que ces manifs sont bourrées de flics en civil et que nous pouvons, par notre présence, empêcher des arrestations (ce n'est qu'un exemple parmi d'autres). Même à peu, nous pouvons tellement plus que de perdre de l'énergie à rechercher un terrain d'entente avec des personnes qui ne veulent, malgré leur grande connaissance des méfaits du Capital, pas assumer de répondre aux attaques de l'État. Dans ce sens, la *Street Party* du 7 octobre est parlante : les « positions » défendues furent très floues alors que l'occasion d'affirmer un point de vue offensif, anti-électoraliste et prônant l'action directe aurait pu émerger. Or beaucoup de participants sont sans doute allés voter le lendemain, c'est-à-dire cautionner le système qui leur envoya les matraques le jour avant. Il y a vraiment un recul de la pensée par rapport à la pratique de l'action directe. Tout le monde a l'air complètement paralysé : plus personne ne coupe les barbelés (de la honte), plus personne ne graffe les murs lors des manifs… C'est comme si les actions qui ont permis de mettre en lumière les camps d'asile, il y a dix ans (par exemple) n'avaient jamais existé. Que ceux qui ont pris en main le « mouvement des sans papiers » ne veuillent pas s'en souvenir, quoi de plus normal (cela leur ferait perdre le contrôle dudit mouvement qui, cela dit en passant, est bien poli et demande au lieu d'exiger) ; mais que d'autres se soient résignés à la passivité, il y a de quoi se questionner. Oyez compagnons et compagnonnes de lutte, ne vous souvenez pas de l'euphorie libératrice qui était en nous lorsque nous coupions ces maudits barbelés, lors de l'évasion du 21 juillet, et puis toutes ces pierres qui tombaient sur la gueule des flics protégeant Vottem ? Avez-vous oublié le visage des emprisonnés à Steenokerzeel le soir de la mort de Sémira quand nous avions renversé cette maudite grille d'entrée et que

nous essayions de casser la porte vitrée ?[6] Nous n'avions pas peur à ce moment et nous nous sentions vivants. Il ne peut y avoir d'oubli… Ni oubli ni pardon !

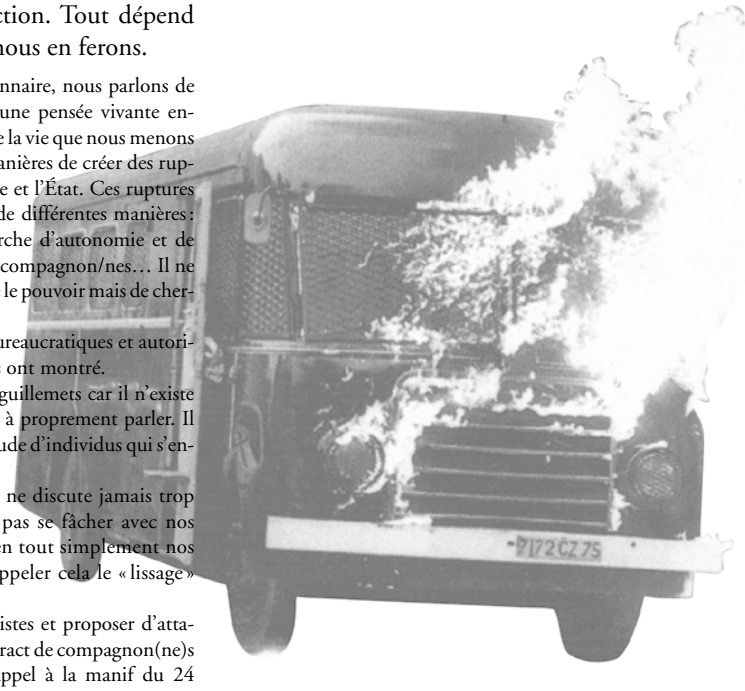
Les gens sont dégoûtés. La rage gronde, mais rien ne vient. Ce que nous pouvons faire est pourtant simple : agir sur le quotidien et sur NOTRE quotidien, mettre en évidence la guerre menée aux prolétaires[7], et surtout, diffuser le plus possible les actes de résistance et de révolte. Car nous en sommes là, dans nos régions bien pacifiées (du moins en apparence), dans cette démocratie totalitaire où tout est lisse et verni ; à nous de faire craqueler ce vernis car partout autour de nous « ça pète ». Les situations conflictuelles existent, c'est juste qu'on ne les voit plus. Cela peut se passer dans nos quartiers, contre les multiples projets d'expansion du capitalisme et de l'État, en montrant qu'il y a d'autres voies que la négociation démocratique. Revenir à la lutte directe, créer un rapport de force. La pratique de la solidarité active avec les révoltés est aussi importante[8]. Par rapport à la situation dans les prisons, plusieurs bombages et des collages d'affiches appelant à brûler les prisons ont été réalisés un peu partout en Belgique. Cela met du baume au cœur de ceux qui, en prison, ont appris cela. Comment créer des liens sinon par la solidarité en actes, fussent-ils minimes ? En collant des affiches, en décorant les murs de nos villes et campagnes, en bloquant des distributeurs,… plein de choses sont possibles et sans inutilement s'exposer.

L'investissement dans les luttes est sans doute épuisant car nous devons nous confronter sans cesse (surtout depuis quelques années) à cette nouvelle mouture puante de la social-démocratie qu'est l'altermondialisme et ses multiples déclinaisons (écologie politique, O.N.G.'s du style greenpeace-oxfam-attac, gauche de la gauche,…). La plupart des individus en recherche d'une porte de sortie à ce système se jettent à bras le corps dans cette « nouvelle » idéologie qui ne fait que reproduire toutes les erreurs du siècle passé (collaborationnisme avec l'État, bureaucratie militante, autoritarisme,…). Avec un petit plus qui ajoute à la confusion : cette idéologie s'est approprié le langage de la révolte avec des termes comme « autogestion », « éducation populaire », « autonomie » tout en ayant gommé l'analyse de classe que sous-tend l'histoire dont sont issus ces mots. L'autogestion est devenue celle de notre misère et l'autonomie consiste à pouvoir choisir des produits de consommation « bio équitables » pour que chacun dans ses possibilités puisse « faire quelque chose » pour sauver la planète. Sans danger, sans trop se mouiller.

Ceci dit, nous pouvons investir les luttes tant que nous voulons, mais il faut aussi mettre en place des choses, construire. Nous ne pouvons continuer ainsi au « petit bonheur la chance » et devoir, à chaque nouvelle lutte, recommencer à zéro. Car c'est sans doute aussi une des causes d'essoufflement des individus. Nous nous devons de prendre conscience des enjeux, développer des angles d'attaque et par conséquent une vision à plus long terme ; c'est-à-dire la question de la stratégie et des tactiques employées. Monter des journaux, des émissions radios, des collectifs informels… et les inscrire dans la durée. C'est sans doute là que le bât blesse. Mais c'est ce que nous essayons de faire avec A.k.F. par exemple, et c'est ce que d'autres font avec d'autres moyens (radio, mise en place d'infrastructures…). Créer un réseau de solidarité, avec des lieux qui expérimentent une vie dépourvue du salariat, où les échanges et le lien deviennent possibles, où l'on accumule les expériences ; cela fait aussi partie de la lutte. Il s'agit de pouvoir mettre en pratique les idées de liberté que nous défendons.

Des lueurs d'espoir apparaissent de-ci de-là ; tout n'est quand même pas aussi noir. Certaines choses se mettent en place. Des individus continuent sur cette volonté de créer un futur collectif[9]. Des initiatives réunissant plusieurs groupes épars, même si elles n'ont pas duré[10], ont permis à des personnes de se connaître, et ces liens se perpétuent. Tout est, à l'heure actuelle, en état de (re)construction. Tout dépend maintenant de ce que nous en ferons.

1. Par perspective révolutionnaire, nous parlons de volonté de reconstruire une pensée vivante englobant tous les aspects de la vie que nous menons dans ce système et des manières de créer des ruptures d'avec le capitalisme et l'État. Ces ruptures peuvent se comprendre de différentes manières : anti-électoralisme, recherche d'autonomie et de rapports égalitaires entre compagnon/nes… Il ne s'agit donc pas de prendre le pouvoir mais de chercher à le détruire.
2. Sans parler des dérives bureaucratiques et autoritaires que ces expériences ont montré.
3. Groupes se trouve entre guillemets car il n'existe pas de groupes organisés à proprement parler. Il s'agit plutôt d'une multitude d'individus qui s'entrecroisent.
4. Le *tous ensemble* où l'on ne discute jamais trop profondément pour ne pas se fâcher avec nos alliés du moment ou bien tout simplement nos amis. Nous pourrions appeler cela le « lissage » politique…
5. Diffuser les idées anarchistes et proposer d'attaquer les ennemis (voir le tract de compagnon(ne)s anarchistes flamands d'appel à la manif du 24 mars *Les camps obscurs du capital*) dans ce contexte peut paraître faible et pourtant essentiel : ce qui se passe dans les camps d'asile en radicalise plus d'un mais sans perspective, sans montrer qu'il existe autre chose que la position citoyenniste, tout ce potentiel retombera car fatigué de ne trouver que des solutions « responsables » en face de lui.
6. Ce soir là comme dans tant d'autres occasions, nous fûmes trahis par une partie du mouvement : sur les deux cents personnes présentes, seul une trentaine d'insurgés pénétrèrent à l'intérieur et furent ramenés à l'ordre par feu l'ex-résistant Arthur Haulot et d'autres que nous pensions pourtant du même côté de la barricade…
7. Nous reviendrons à l'occasion plus profondément sur le sens que nous donnons au mot prolétaire et prolétariat.
8. À propos de cette solidarité, nous pensons qu'elle doit s'exprimer sans limites pour tous les exploités/opprimés. Nous parlons ici d'un réflexe de se reconnaître dans ces luttes et/ou réactions sans nécessairement faire de suppositions sur le positionement politique ou non de ces révoltés. La révolte des banlieues françaises ou les émeutes et incidents dans les prisons belges sont de bons exemples : nous ne pouvons que nous solidariser avec les seuls qui osent encore, à l'heure actuelle, dire non.
9. Dans un sens communiste libertaire
10. La tentative d'intersquat a tout de même réussi à publier un journal toute-boîte à 23 000 exemplaires expliquant succinctement le pourquoi du squat, il s'agissait de rendre l'occupation un peu plus « visible » autour de nous. La diffusion de ce journal peut être estimé a plus ou moins 10 000 exemplaires dans les villes de Antwerpen, Leuven, Bruxelles, Louvain-la-neuve et Gent.



ENTRE NOUS…

Réfléchir à la question de l'organisation, *c'est aussi se pencher sur le fonctionnement interne et la gestion des rapports au sein des groupes d'affinités, des réseaux de lutte se voulant et/ou se disant sans décideurs, sans autorité. Ce texte n'analyse pas, mais fait plutôt état d'une série de questions qui ont par ailleurs déjà été soulevées. Il veut attirer l'attention sur des problèmes existants, ou simplement les rappeler. C'est une évidence qu'on ne combat pas le système tout en reproduisant des mécanismes de prise de pouvoir, des schémas hiérarchiques. Ce n'est pas aujourd'hui que l'on commence à aborder ces questions. Des ouvrages et brochures[1] ont été et sont écrits, des discussions ont (eu) lieu, des initiatives ont été et sont prises, à différentes occasions.[2]*

Un bon nombre de personnes se montrent plutôt soucieuses des diverses prises de pouvoir qui peuvent avoir lieu lors des élaborations de projets, des réunions, des discussions, des actions, etc. À l'instauration de normes, à l'exclusion. Que ces phénomènes se produisent consciemment ou inconsciemment, ou de manière non avouée, et pour des raisons nombreuses et diverses.

Il n'est toutefois pas aisé, même si l'on s'en préoccupe, de prévenir, de simplement voir, et de gérer les prises de pouvoir parmi nous.

Chaque expérience et contexte sont différents. Toutefois certains points reviennent. Globalement :

Quels modes d'association, de discussion, de communication, d'information, de décision, d'action, de répartition des tâches préférer ?

Comment faire en sorte que certain(e)s ne prennent, d'une manière ou d'une autre, les commandes du groupe, ne parviennent à s'installer en autorités (intellectuelles, morales etc.) ?

À propos de l'échange de savoir, comment éviter la relation maître-élève ? La suffisance, l'autosatisfaction de ceux qui ont un bagage plus grand ?

Comment éviter que certains soient placés en spécialistes (savoir théorique, savoir technique, etc.) auxquels on a forcément recours ?

Comment ne pas se retrouver chacun cantonné dans un rôle (le meneur ou le suiveur, la forte tête, le responsable, la grosse gueule, le taciturne, le passif, l'intellectuel, le bricoleur…)

Que met-on en place pour que certains ne se voient contraints d'assumer les tâches que les autres refusent, de prendre les initiatives que d'autres ne prennent pas, et d'être alors peut-être accusés de prendre le pouvoir ?

De quelle manière permettre au mieux l'expression, l'implication de tous ceux qui le désirent ?

Lors des réunions, comment gérer les débats pour que la discussion ne se polarise pas autour des « grandes gueules » habituelles, en en laissant peut-être certains frustrés ? (Pourquoi, par exemple, ne pas diviser le grand groupe de discussion en plus petits, moins impressionnants, et ensuite réunir, exposer, et discuter ce qui en est sorti ? Ou favoriser l'expression écrite dans certains cas pour certain(e)s ?)

Comment gérer l'information parmi les membres du groupe ?

Quelqu'un(e) a connaissance d'une certaine information, ou sait qu'à telle date aura lieu telle activité. Il/Elle peut transmettre l'information à tous, à certains seulement, ou à personne. Par choix, par oubli, sans raison. Parce qu'il/elle juge que c'est sans importance, ou que les personnes seront, d'une façon ou d'une autre, au courant. L'information qu'il/elle possède l'« avantage » par rapport aux autres. Comment les « non-informés » percevront ce qui arrive ?

Et comment informer ? Par le bouche-à-oreille ? Le téléphone ? Qui se charge d'appeler dans ce cas ? Par Internet ? Qui va gérer la liste de diffusion ?

Comment communiquer et (s')informer dans les fréquentes circonstances où l'on doit protéger nos initiatives, tenir nos identités secrètes ? En plus d'être dirigée vers l'extérieur, la méfiance est parfois parmi nous. Est-elle toujours pleinement justifiée ? Ne répond-elle parfois pas à un certain besoin de renforcement du groupe ?

Dans une autre mesure, comment se montrer au mieux attentifs les uns aux autres, à l'écoute de chacun ? Composer avec les multiples sensibilités, tempéraments présents ? Comment s'accorder ? De quelle manière mettre à jour les éventuels conflits personnels ?

Comment prendre garde à la fabrication de « signes d'appartenance » (langage, références culturelles, allusions à une histoire commune, etc.) excluant, au repli « identitaire » ? À qui s'adresse qui ? Qui s'y retrouve, qui ne s'y reconnaît pas ?

Comment accueillir les nouve(aux)-lles venu(e)s, avec leur approches différentes peut-être ?

Parfois des non-dits persistent (sur les idées, les envies, les possibilités, etc.), causant un malaise. Comment les exprimer ? Comment préciser la base commune qui nous unit ? Par écrit, par la discussion, par la pratique seulement ? Ces éclairages réalisés sur les raisons de notre (nos) rassemblement(s), nous pouvons songer à la manière de mieux le(s) poursuivre.

Par ailleurs, il convient de s'entendre sur un point. Les questions de fonctionnement de groupe relèvent dans une large mesure du ressenti de chacun(e), de la manière dont on vit les situations, etc. On ne perçoit pas les autres ni ce qui se passe de manière identique à son voisin. On peut se sentir mal au sein d'un groupe alors que d'autres s'y sentent bien. On peut cerner un malaise quand d'autres ne voient rien. Chaque tempérament est différent. On ne modifiera pas cela, et il n'y a de toute façon pas lieu d'essayer de changer cet état de fait.

Il y a parfois quelque chose de moralisateur dans la manière dont on envisage de gérer les problèmes de fonctionnement et de pouvoir dans le groupe. Que celui/celle qui se tait d'habitude parle ! Que celui qui se montre moins actif se bouge, etc. ! Et si tel groupe se trouvait, avec cette disproportion des attitudes et des énergies, tout de même harmonieux, en fin de compte ? Si les taciturnes, ou ceux/celles qui ne sont pas des plus actifs, ne voyaient pas d'inconvénients à ce que d'autres prennent plus souvent la parole et les initiatives ? Ils/ elles n'en sont assez sûrement pas moins attentifs aux discussions, aux décisions, aux jeux entre tous et toutes. Et il y a de grandes chances pour qu'ils/ elles aient trouvé une manière qui leur convient d'intervenir, de montrer leurs désaccords, de participer à ce qui se dit et se fait. Peut-être préfèrent-t-ils/elles les discussions « informelles », en dehors des moments de réunion ? Il n'est pas toujours constructif et pertinent de vouloir faire entrer quelqu'un(e) dans un rôle, une attitude qui ne sont pas les siens.

On se fiche plutôt d'atteindre une égalité entre tous et toutes qui n'existe pas et n'existera pas. Il s'agit de se parler, de mesurer la température, de voir, s'il y a un malaise, comment on peut s'y attaquer. Dégager les problèmes, clarifier les situations, trouver des pistes pour sortir des impasses et ne pas retomber dans les pièges, lesquels peuvent finir par miner nos projets.

Les réponses se cherchent et se trouvent ensemble.

AUX LARMES, CITOYENS…

Le citoyen – cette chose publique – a remplacé l'homme.

G. Darien, *Le Voleur.*

Le discours « alternatif » du moment, appelant à une cogestion « citoyenne » du système, se présente et se fait relayer par les médias comme l'expression d'une contestation réaliste, bien réfléchie, respectable et écoutable. Une interlocutrice « valable » pour les dirigeants.

Ce courant idéologique « alter » déplore notamment qu' « un peu partout (…) l'État s'effondre. » [1], que la logique de marché l'a emporté sur la démocratie. Il soutient qu'il s'agit dès lors, pour les *citoyens* que nous sommes, entre autres tâches, d'urgemment travailler à réhabiliter cet État et à réformer, démocratiser OMC, FMI, Banque Mondiale, Commission européenne, etc., pour éviter de s'enfoncer davantage dans la barbarie programmée.

Le citoyen aurait à accomplir sa mission de sensibilisation et d'interpellation du politique, entreprise qui devrait à coup sûr porter ses fruits… Son arme : le lobbying, infiniment. Ses arguments, sa force : le bon sens enfin !

La militance citoyenne est diverse, comprend de nombreux groupes, ONG et associations, travaille sur divers terrains.
A-t-elle une incidence réelle et conséquente sur le cours du système ?
Et quel est le sens de critiquer ce dernier tout en soutenant globalement l'État ?
Cette tribune face au pouvoir, que l'on dit appartenir à la « société civile », n'est-ce pas qu'un leurre agité devant nos yeux, ou/et qu'une sincère illusion ?
Pour véritablement donner cours à nos critiques, à notre contestation, disposons-nous, en fin de compte, d'un quelconque espace ?

Quelques exemples.

Le 7 octobre dernier, nous étions un bon nombre à vouloir prendre la rue, investir cet espace public que l'on dit appartenir à tous, lors d'une fête sauvage, d'une *street party* [2]. On ne nous l'a tout simplement pas permis : les flics étaient là, qui nous cernaient. *Il y a des règles*, nous dit-on dans ces moments…

À l'Université Libre de Bruxelles, au début de l'année scolaire, lors d'une assemblée générale, les étudiants ont massivement exprimé leur désaccord envers trois projets des autorités.

Des assemblées quotidiennes eurent lieu, un auditoire fut occupé nuit et jour, de même que le rectorat un moment ; des messages étaient peints sur les murs, sur le sol. Des rencontres, des discussions s'élaboraient. Le cours normal des choses sur le campus était brisé, des formes non habituelles et non contrôlées d'expression et de contestation étaient pratiquées. La direction de l'université a répondu à cela qu'il fallait laisser faire son boulot au conseil d'administration (qui se doit *d'être le lieu serein du débat et de la décision* [3]), à la petite clique des élus, des dirigeants. Surtout ne pas entraver la « démocratie ».

Aujourd'hui, des mois après ces événements, l'ULB lance un « chantier valeurs », comprenant notamment un programme de conférences-débats autour du sens critique et de la liberté d'expression. Les invités sont notamment une collaboratrice de Charlie Hebdo et le directeur de rédaction du mensuel satirique. Une des conférences se penche sur la question des « limites » de la liberté d'expression… L'université propose également à l'ensemble de sa communauté un concours de caricatures ! Nous pourrons aussi bénéficier de séances de « formation à l'argumentation », sur une idée de la conseillère du recteur, qui enseigne la rhétorique ! Fines initiatives pour formater davantage les discours, contrôler, canaliser, récupérer ce qui se délie, ce qui se donne spontanément…

Volkswagen Forest est un autre exemple récent, où le gouvernement et la bureaucratie syndicale ont réussi à contenir une juste colère. On en a appelé à la « dignité » des travailleurs ; on leur a dit : « rentrez chez vous, et attendez : nous nous chargeons de *négocier* ».

Le « citoyen » ne semble en réalité n'être ni plus ni moins que cet isolé et anonyme *votant* qui *délègue* en toute *impuissance*, ne pouvant véritablement que *laisser faire*.

On a beau promouvoir une participation citoyenne, un contrôle citoyen du système (le pouvoir lui-même ne nous sert d'ailleurs pas d'autres sornettes !), on ne sort pas de la logique d'assujettissement à des décisions desquelles nous restons totalement étrangers. Grâce au mensonge de la

participation, le pouvoir trouve une nouvelle façon de se légitimer. De domestiquer la population.

Réclamer plus d'État et invoquer la démocratie participative contre le capitalisme n'a pas de sens :

L'État capitaliste est l'outil politique des projets économiques de la bourgeoisie. Son pouvoir n'est aucunement en perdition comme certains voudraient le croire. S'il a aujourd'hui confié la gestion d'une part de sa fonction répressive et de contrôle au secteur privé, certains de ses autres rôles à des structures extérieures, l'État ne s'est nullement défait de sa nature de classe ni de sa fonction de neutralisation de toute véritable contestation sociale à l'ordre économique qu'il défend et auquel il participe. On observe d'ailleurs aujourd'hui un renforcement de sa poigne, puisqu'il gère, comme à l'habitude et comme il est convenu, le bordel ambiant à la matraque.

Quant aux institutions internationales dont il est question plus haut, qui y siègent sinon les représentants des États ?

Le courant démocratiste, citoyenniste, s'il n'attaque pas les bases du système capitaliste, et ne le met pas le moins du monde en danger, paraît par contre bel et bien en être le précieux collabo. (Pour rire un peu, voir les tronches de Verhofstadt et Di Rupo, qui s'affichent pour une récente campagne d'Oxfam, l'un couché dans les raisins, l'autre se prélassant dans un bain de pétales…)

À la navrante réalité de la situation, le langage qui lui sied (et inversement) : voici célébré à toutes les sauces notre brave *citoyen* (terme fourre-tout, terme qui pardonne tout, employé par le pouvoir et par la pseudo-critique, dans un drôle d'amalgame : aujourd'hui le terme signifie jusqu'à « engagé », « militant », « révolutionnaire du troisième type » (!) ; voici l'ère des « partenaires sociaux », et du « commerce équitable »… Exit la lutte des classes et ses « prolétaires », résolument passés de mode : vivent l'apathie généralisée et les faux sursauts du moment ! À présent c'est bien le temps des « citoyens-consommateurs », dont *le pouvoir est au fond du caddie* comme nous l'affirme crapuleusement l'asbl « l'Autre pack ». Chaque année, cette bande mène des campagnes de sensibilisation autour de la « consommation responsable » en nous vendant des bananes, du chocolat et des petites graines à planter dans notre jardin… N'est-il pas d'une grande tristesse de défendre l'idée que ce qu'il nous reste pour donner de la voix, c'est de consommer ?

La communauté factice et abstraite des citoyens : voilà ce que l'État capitaliste et l'ordre spectaculaire-marchand paraissent bien avoir réussi à supplanter aux anciennes communautés qu'ils ont efficacement désintégrées en ne laissant qu'une constellation d'individus. On ne se *rencontre* plus , on ne se *lie* plus…

Mythe et mensonge se cachent derrière le concept de citoyenneté : pseudo-universalité et pseudo unité. La société est désagrégée. Les exclus du monde capitaliste, les non-intégrés n'ont pas fini d'exister. Et le « citoyen du monde » par excellence, semble tout juste être cet étudiant aisé qui part une année, grâce au programme européen « erasmus », faire la fiesta au soleil.

Nous sommes pourtant dressés depuis l'école primaire à appartenir à ce monde, à nous y fondre sagement.

Notre « citoyenneté » célébrée, le piège se referme : nous voilà constitués partie prenante d'un système que nous n'avons pourtant pas choisi, nous voilà comme mêlés de force à ses méfaits, responsabilisés et contraints dans nos comportements pour les merdes qu'il engendre. Il nous faut trier nos déchets (« La propreté, ça se partage ») et jouer les bienheureux le « dimanche sans voiture », se faire « éco-citoyen », manger bio et « équitable » (faites un effort, c'est pas si cher que ça en fin de compte !), acheter « made in dignity », et ne pas oublier d'être charitables pour le Sud « lésé », allez, « La pauvreté, c'est nos oignons »[4] !

Nous sommes vivement invités à nous intéresser aux affaires publiques, à comprendre la *dure tâche de nos dirigeants*, à nous y associer, à nous y « impliquer ». Sans sortir du système capitaliste et étatique – proclamé horizon indépassable – proposez vos alternatives de gestion. Soyez les braves alliés de votre domination.

L'engagement citoyen, encouragé par l'État lui-même, est propre et poli, joli, fait juste ce qu'il faut de bruit et rien comme casse, a soin de profiter de la complicité des médias. Cf. les parades carnavalesques lors des Forums sociaux ou autres tièdes promenades entre la gare du Nord et celle du Midi.

Tout est, plus que jamais, sous *contrôle*…

En Angleterre, le citoyen est d'ores et déjà appelé à surveiller et à filmer les « incivilités » qu'il pourrait rencontrer dans la rue, et à montrer l'enregistrement au bureau de police le plus proche. L'autorité jugera d'une éventuelle sanction à apporter pour ces délits (cacas de chien non ramassés ou autres faits de « vandalisme »). Nous voilà pressés de reproduire sur les autres le flicage perpétuel que l'État nous a imposé, et pour le bien de l'ensemble de la collectivité bien sûr !

Refusons ce triste monde.

Il ne tient qu'à nous de dés-apprendre l'idéologie que le système nous inculque depuis le bas-âge, et qu'il a distillée jusque dans nos rapports à nous-mêmes et aux autres.

Créons librement et par mille stratégies, de mille façons, les possibilités d'une vie autre…

---

1. I. Ratmonet, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*
2. Même si l'on peut critiquer cette dernière, par exemple sur son bas degré de combativité politique…
3. Un ancien de l'université, dans la revue « Esprit Libre »…
4. Slogan du CNCD 11.11.11 (Centre National de Coopéra tion au Développement, regroupant une centaine d'ONG et associations)

ET DIRE QU'ILS SONT MORTS POUR ÇA!

Douce servitude est notre état à tous. Servitude *est partout et prend différents visages : l'hôpital où à la naissance commence le fichage et le conditionnement physique (vaccins). L'école, premier lieu de la « sociabilisation » qui inculque les sacro-saintes valeurs de nos sociétés socio-démocratiques capitalistes. Respect de la règle et de celui qui l'impose. Adoration du Savoir (entendons des savoirs de la pensée unique, de ceux-là uniquement !) et de celui qui l'incarne. La charité (laïque ou chrétienne d'ailleurs), qui pousse à tous prix à « agir pour les autres », sans trop regarder à ce que ces actions ont comme conséquences et à la dépendance dans laquelle on place les « nécessiteux ». Le respect et la protection de la femme, cette pauvre petite chose dénuée de force physique et donc de tout… Sans oublier de porter aux nues la sécurité, co mme synonyme univoque du bonheur total.*

Le pantomime électoral est une pierre angulaire de ce système. Les gens ordinaires sont invités à participer à leur gestion, à leur organisation, à la société. Pastiche appuyé par les mass médias, qui à grands renforts de sensationnel, véhiculent les mêmes valeurs, les mêmes mensonges. *Servitude* recherche ainsi l'assentiment partiel de l'homme et de la femme ordinaire qui acceptent des lois liberticides sous prétexte qu'il vaut mieux être surveillé, contrôlé mais en sécurité… Tout cela au service d'une social-démocratie, elle même assise du capitalisme.

En ces années, post-je ne sais pas quoi, quelle est notre marge de manoeuvre, quelles sont les brèches où l'on peut encore s'auto-organiser, s'auto-déterminer ? Décider de ce que l'on considère comme pertinent et utile à nos yeux à nous ? « Voter », nous disent-ils à l'unisson, comme si le vote avait jamais changé quoi que ce soit. On nous présente le droit de vote comme une liberté chèrement conquise au fil des siècles. En réalité, il faut prendre ce mythe à rebours. Il ne s'agit pas de l'heureux passage de systèmes absolutistes monarchiques à des systèmes dans lesquels chaque individu vote pour faire connaître son avis et participer à l'organisation de sa vie avec les autres. Non, l'individu vote « pour choisir ses dirigeants », ses « gestionnaires ». Conquête d'un droit ? Plutôt bien maigre concession d'une liberté qui en usurpe le terme.

L'histoire de la consitution de l'état est celle de la confiscation par les dominants de la capacité à s'auto-organiser du peuple. Elle est marquée par la volonté de quelques-uns à s'imposer sur tous les autres, parce que cette minorité fait usage de sa force, de son pouvoir. Ainsi les anciens citoyens athéniens, réunis plus de quarante fois par an, sur l'Agora, discutent, proposent et votent des lois au sein de l'assemblée. Les femmes, les étrangers, les esclaves et les enfants sont exclus de cette citoyenneté.

Le système féodal où le plus fort commande sous prétexte de protéger son peuple, s'est imposé en Europe au Moyen Age. Le seigneur devenu roi par la suite (grâce à des conquêtes et des confiscations de terres des autres seigneurs), voit ses terres étendues. Afin de garder le peuple docile et permettre d'autres conquêtes, il prélève des impots destinés à maintenir son armée. Le suzerain trouvant tout de même l'argumentaire de son système un peu faiblard, s'est aloué la légitimité de dieu. Travailler, prier et crever, voilà ce qui restait au peuple !

Ce mouvement s'amplifie : unification de territoires, imposition d'une langue, d'une culture officielle. Après 1789, les « Grands de ce monde » prennent conscience que l'argument religieux faiblit. Il fallait trouver autre chose : le droit de vote, avec une présentation du pouvoir comme l'expression de la volonté des citoyens, qui n'existe que par eux. Il s'agissait donc de permettre épisodiquement aux « citoyens » de voter afin d'exercer leur « souveraineté ». Au fil du temps, les masses devenant de plus en plus instruites, le droit de vote a été élargi… avec parcimonie : depuis peu, tout homme et toute femme majeur pour peu qu'il/elle soit en pleine possession de ses capacités mentales et de ses droits civiques, peut participer aux élections/consultations organisées par le pouvoir (entendons à la domestication organisée des foules par des gouvernants qui cachent honteusement l'appropriation qui fonde leur pouvoir). Issu de la loi du plus fort, le pouvoir après s'être autolégitimé par la religion, a trouvé d'autres dieux : les élections.

Quant aux pratiques démocratiques, il nous faut aussi jouer au petit jeu de la déconstruction pour en dégager les grands traits autoritaires. Démocratie. « Doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à *l'ensemble des citoyens* » ; « organisation politique dans laquelle *les citoyens exercent la souveraineté* » ; « état pourvu d'institutions démocratiques… ». Bref, vert chou ou chou vert. On a compris. Merci Monsieur Robert. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une manière d'être d'institutions, elle est plus encore présentée comme une exigence morale : « un mouvement qui jamais ne s'arrête, car pour les hommes qui le suscitent, c'est le Bien […] Elle est ainsi une valeur, *l'inaliénable vocation des hommes à prendre en charge leur destin, tant individuel que collectif* ». Ses défauts, incohérences et ignominies sont minimisés sous prétexte qu'elle est à l'image des hommes : imparfaite ! D'après l'étymologie du mot, il s'agirait du gouvernement Du peuple Par le peuple. Mais si c'est toujours le peuple qui est censé gouverner, ce n'est jamais le même peuple qu'on retrouve aux commandes (les bourgeois, intellectuels, syndicats…), et dans le camboui ? Et puis, qu'entend-on par peuple : l'ensemble des individus d'une nation, le bas peuple ? Tantôt dépréciatif, tantôt démago, le terme veut dire à la fois tous et quelques-uns.

Les textes fondateurs de la démocratie version État/Nation sont assez intéressants, dans leur franchise à ce propos : « le grand avantage des représentants, nous dit Montesquieu, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires . Le peuple n'y est point propre […]. Il ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants; ce qui est très à sa portée… ». C'est bien là ce qui servira de fondement à la représentation politique et qui attribuera à l'élection le caractère du mode de désignation et non la portée d'un transfert de volonté, étant donné le gigantisme en devenir de nos sociétés. Ceci permet d'expliquer bien des travers du système. Que le

peuple lui-même ait accepté une interprétation de « sa souveraineté » qui aboutissait à lui en enlever l'exercice est plus difficile à comprendre.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La pesanteur d'une société, l'inaliénable confort qu'elle procure aux catégories sociales naguère déshéritées (même s'il subsiste de nombreuses zones défavorisées), l'uniformisation des mentalités, des goûts et des aspirations qu'engendre la publicité… tout cela crée un climat de conformisme à l'encontre duquel la contestation prend le visage du « terroriste ». La grande masse des gouvernés en arrive à préférer l'assurance d'une sécurité, même médiocre, à l'aventure où l'engagerait l'usage d'une liberté personnelle.

Un grand spectacle. Les urnes de la social-démocratie n'ont jamais accouché que de souris gangrénées de maux. Les exemples du passé sont nombreux ; mais c'est le présent qui nous intéresse ! Aujourd'hui, il s'agit d'un simulacre d'affrontements de listes à la fois hétéroclites et semblables tant par la forme que par le fond, dont la finalité n'est qu'une acceptation du capitalisme comme horizon indépassable et/ou « fin de l'histoire » : exploitation de l'humain et du vivant en général, marchandisation des rapports humains, apprentissage de la servitude dès le plus jeune âge, accroissement des inégalités… Ce rituel renforce le pouvoir des uns, sur l'immensité des autres.

Nous sommes de ces autres et nous en avons fini d'être patients !

L'abstention est loin d'être une attitude unique. Entre le désintérêt total et la contestation active, se déclinent toute une série de pratiques. Ceci est symptomatique d'un phénomène de prise de conscience collective que rien d'autre ne sortira des urnes que des souris gangrénées.

Contre argumentaire aux platitudes citoyennistes

À ceux qui arguent que *« l'abstentionniste est un irresponsable qui ouvre grand la porte aux Vlaams Blok et autres partis xénophobes »*, nous répondons qu'il n'est nul besoin d'ouvrir plus grand la porte, l'extrême droite est dans la place, et depuis un bout de temps ! D'ailleurs, Hitler, Mussolini, Jörg Haider, et d'autres, ne sont-ils pas arrivés au pouvoir par les urnes ? Le cirque électoral ne fait que tromper le potentiel votant en lui promettant le « recul » du monstre grâce à lui (voir le titre d'un article du soir « ces élections dont vous êtes les héros »). Et si recul il n'y a pas, pas de panique : reste le « cordon sanitaire ». Car si nous ne pouvons faire confiance à La Politique du Peuple (entendons par politique, la capacité de l'homme ordinaire à poser des choix d'organisation de société), nous pouvons sans crainte l'accorder toute Aux Politiques, ces humanistes qui ne sont mus que par des objectifs dénués de tout intérêt personnel et marchand. Les politichiens en ultime rempart de la démocratie, vous dites… Et pendant ce temps, nulle mention du Monstre/Société de Contrôle qui est en train de se développer pendant qu'on agite l'épouvantail de l'extrême droite ! Car si l'échiquier compte des fascistes avoués, les positions centristes de bon nombre d'individus remplis de bonnes intentions ne proposent finalement pas de « mesures » si différentes : renforcement de la politique sécuritaire et répressive, renforcement du contrôle social, de la précarisation de beaucoup et de l'enrichissement de quelques autres, expulsions…

Oui, effectivement des gens se sont battus pour le droit de vote et y ont laissé leur peau. Mais, pour combien d'autres causes des gens sont morts l'arme à la main. Et pour quelles causes ? Ce n'est pas parce que des hommes se lèvent que la cause en est valable pour autant. Pensons aux croisades et autres guerres de conquête. La liste est longue, encore plus longue la liste des noms des corps… La guerre est un moyen, pas une fin en soit. D'autant plus que le mouvement ouvrier ne s'est pas quant à lui, battu pour le droit de vote. Excepté pour le mouvement ouvrier anglais, il n'en est rien pour celui d'Europe continentale qui, avant 1914, était majoritairement influencé par le syndicalisme révolutionnaire et les penseurs anarchistes (la réduction de la journée de travail, l'agitation contre la guerre, l'anti-militarisme et l'anti-colonialisme) et dans un esprit de changement social. Les partisans du parlementarisme ont dû manoeuvrer pour détourner le mouvement de ses objectifs révolutionnaires.

« Il faut que jeunesse se passe », (comprenons dans la révolte et la revendiction de positions utopiques), *« vous verrez, ça vous passera dans quelques années »*. Les années passeront, oui, cela est certain. Ce qui nous guette, c'est d'être récupéré par le système, ou d'être aigri faute d'avoir agi, de retourner notre veste par facilité. Mais si certains parviennent à rester fermement dans la contestation active du capitalisme et de tout ce qui soutient sa stabilisation et son étendue, c'est que ce n'est pas l'apanage d'un état dû au jeune âge. Sinon, nous revendiquons cette adolescence attardée (qui rime trop souvent avec manque de crédibilité d'ailleurs). Et surtout, qu'elle puisse durer toujours ! Cela fait trop longtemps que le rêve n'est plus permis. Il y a clairement un net recul de la pensée : s' il y a encore dix ans de petits noyaux réussissaient à créer un rapport de force avec l'action directe, aujourd'hui on peut constater dans quel état de misère politique sont les « opposants » ou pseudo-alternatifs qui empêchent à tout prix le développement de pratiques d'action directe. Tout doit être, aux yeux de la majorité de ces « opposants » (alternatifs), policé, pacifiste et surtout consensuel et démocratique.

L'immobilisme, qu'on nous ressert souvent, c'est faire confiance aux gestionnaires, ou se résigner dans la débrouille individuelle et se croiser les bras face aux questions sociales et culturelles qui se posent. Pousser de par ses choix, activités et comportements à des climats de lutte ou de conflits sous-jacents ouvre des perspectives qui sont loin d'être immobiles. Il nous paraît plutôt que l'inertie est une conséquence de la participation au cirque électoral, où finalement chacun des grands garde sa place et en gagne un peu plus.

Quant aux représailles administratives et judiciaires, pour beaucoup elles sont de l'ordre du légendaire. Certains cependant les ont ramassées : lettres, amendes. Combien de cas ? Ne s'agirait-il pas de pas grand chose finalement ? Et libre à nous d'imaginer un système mutuelliste pour aider ceux qui sont repérés à payer la facture…

On peut également entendre : *« si tu ne choisis pas, tu n'as pas le droit de te plaindre. »* La critique est inaliénable et inconditionnelle.

Notre choix se situe à un autre niveau, dans ce qui n'est pas proposé au menu : le choix d'un parti pris dans la guerre sociale, d'une opposition à tous ceux qui se font la concurrence pour gérer et défendre la misère ambiante.

SOYONS BÊTES ET MÉCHANTS

Pour se fendre la poire, un peu.

Place à l'invective facile, au crachat insolent, à la plume déchaînée !

Parce que ces pages savent aussi accueillir la légèreté, nous lançons dans ce numéro un grand concours de textes imbéciles, na ! Que viennent l'invective facile et le crachat insolent.

La matière est bien vaste si l'on veut se foutre, aucun thème ne s'impose d'emblée. Nous, en tout cas, on aime bien… les alternatifs à bicyclette , les « soupers citoyens », ceux et celles qui vont consaimer la culture à la Foire du livre, les rastamen, Charles Picqué, les bio men, le village de tentes à l'ULB, tous les pourris de ce monde, les accordéonistes, toi, le « Vivez comme vous voulez » des magasins Delhaize, les jongleurs (vont avec les accordéonistes), le commerce équitable, Martine avant et Martine après son relookage, les racoleurs ONGistes, ceux qui en font trop, ceux qui ne font rien, et tous les autres !

Voici déjà un premier texte reçu, qui pourfend la crasse royale belge.

Amusez-vous.

AUTANT SAVOIR : SOCIOBIOLOGIE DE LA FAMILLE ROYALE

(extrait de *Gala*, n° 125, 2007)

Comme chacun le sait, les crapauds judicieusement embrassés se transforment en Princes. Par voie de conséquences, il est possible de déterminer les origines de notre famille royale. Le commun s'imagine que cette exercice de généalogie biologique est chose aisée : les princesses, importées des couvents d'Espagne, d'Italie ou de Flandre se promènent dans le parc de Laeken, se rendent insouciantes près des nénuphars et en choisissent un beau aux pattes bien souples… Erreur ! C'est dans l'élevage traditionnel et artisanal de la Maison Royale que sont lobotomisés les têtards qui nous royauteront un jour. Pas de folles poursuites dans les prés, les belles choisissent un produit calibré. Un artisanat qui a parfois bien du mal à obtenir le label bio, tant les produits génétiquement modifiés sont légions… mais n'anticipons pas.

À tout seigneur tout honneur, le roi régnant. Albert est sans conteste un beau crapaud adulte. Verrues, peau tremblante… un spécimen magnifique, qui a cependant perdu un peu de ses vocalises. À son sujet, rien à redire, sauf que le doute persistera toujours sur les réelles motivation de Paola lors de l'embrassade. Comment-a-t-elle pu ?

Le Prince Laurent est de la même mare, de ces batraciens qui aspirent à devenir plus gros que le bœuf. Les Belges apprécient le Blanc Bleu, c'est connu. La nouvelle princesse aussi, beau spécimen de bourge arriviste, qui n'a eu aucun mal (ni plaisir) à se salir un peu les lèvres (après, ce sera la migraine quotidienne, et le masseur d'Uccle, comme d'hab.).

Le cas tabou du Roi Baudouin est plus complexe. Il s'agit bel et bien d'un cas rare de néoténie, phénomène observé chez certains anoures, et qui se caractérise par la persistance de caractères larvaires à l'état adulte. Ce qui explique son incapacité à se reproduire. Cette néoténie aurait pour origine un baiser froid, castrateur et catholique, proche de l'Opus Deï.

Enfin, héritier du Trône, le Prince Philippe semble également se parer de la même tare. Heureusement, les temps ayant changé, il est maintenant possible de proposer des soins palliatifs sous forme d'androïdes blonds et souriants, que l'on insémine artificiellement pour sauver les apparences.[1]

Ainsi, tandis que le croquant imbécile prend le tram, et agite ses petits drapeaux à chaque visite, s'ourdissent dans l'ombre des feuilles de nymphéa les mystères de la reproduction royale.

C'est beau la nature !

Dr L.

1. Les mêmes androïdes servent dans le milieu du tennis, ndrl

FAUT-IL TOUT CASSER?

La sortie récente de quatre livres[1] sur les luddites nous donne l'occasion de revenir sur l'histoire de ce mouvement qui n'a pas fini de faire des émules.

Deux siècles d'actions luddites

En 1811 et 1812, des travailleurs et travailleuses anglais(es) détruisent des centaines de machines à tisser, sous la bannière d'un certain Nedd Ludd, personnage imaginaire et figure mythique du héros populaire. Le mouvement est maté dans la violence par le gouvernement. Quelques années plus tard, un mouvement similaire est déclenché à Vienne (France) contre des tondeuses mécaniques. Dans les années 1820 à Paris, les exactions se répètent contre des presses mécaniques qui impriment les livres. Les rebellions luddites du continent finissent également dans le sang.

Dix ans plus tard, les travailleurs des champs, les « workings poors » et l'imaginaire capitaine Swing, prennent leur revanche dans les campagnes anglaises. Ils cassent et incendient des centaines de batteuses en à peine trois ans. Cette fois, même si la répression s'abat à coup de peines de mort ou de centaines de condamnations à la déportation, le combat aura fait prendre conscience à la société anglaise des conditions de vie de ces « labourers » et aura fait disparaître les batteuses pendant près de trente ans.

Au XXe siècle, avec l'apparition du mouvement ouvrier socialiste international, la contestation passe du bris de machines à une contestation globale du système. Même si le sabotage[2] est en débat dans le syndicalisme révolutionnaire, les grandes grèves du siècle ne s'accompagneront pas de bris de machines. « *La plupart des courants socialistes, aveuglés par le mythe du progrès, n'a vu dans ces mouvements qu'une manifestation violente d'un prolétariat archaïque, obstinément rétif à une organisation centralisée.* »[3].

Après avoir été peu à peu réhabilités durant la deuxième moitié du XXe siècle par quelques historiens, les luddites font leur grand retour par les critiques anti-industrielles, anti-technologiques ou anti-progrès. En 1996, deux semaines après l'arrestation de l'Unabomber et deux jours après le second Congrès Luddite à Barnesville (Ohio, USA) où donnait une conférence Kirkpatrick Sale (sans micro évidemment), le *New York Times* annonce que « les luddites sont de retour ! ».

Si aujourd'hui les nécrotechnologies[4] sont « *le front principal de la guerre entre dominants et dominés : celui qui commande tous les autres* »[5], les destructions clandestines de champs d'OGM sont-elles les faits d'armes des nouveaux luddites du XXIe siècle ?

Que cherchaient les luddites ?

À l'origine, le mouvement luddite apparaît dans une région extrêmement politisée au tissu social très dense. Les travailleurs voyaient dans ces nouvelles machines une nouvelle forme de soumission et d'exploitation de l'être humain qui menaçaient de détruire leurs communautés et leurs manières de vivre. Elles représentaient les outils (les armes ?) d'un capitalisme qui « *détruit nécessairement les liens communautaires, isole les individus et les dépouille de tout moyen qui pourrait leur offrir une possibilité d'autonomie matérielle.* »[6]

Les ouvriers voulaient un travail de qualité, moins pour continuer à fabriquer des produits de qualité qu'à garder un certain bien vivre. Comme l'explique Kirkpatrick Sale, « *tondre la laine avec d'énormes ciseaux à main était une tâche ardue et pénible, que les tondeuses mécaniques réalisaient presque aussi bien, en beaucoup moins de temps et avec beaucoup moins d'efforts. Les tondeurs auraient pu faire bon accueil à un outil qui leur allégeait tellement le travail, pour peu qu'il ne fût pas chargé d'une histoire. Mais ils savaient – c'est pourquoi il devinrent luddites – à quoi ils seraient contraints de renoncer en acceptant une telle technologie : la camaraderie de la boutique de tonte, avec ses horaires fluctuants et ses pauses pour la bière, ses conversations fréquentes et la fierté du métier, échangés contre la servitude de l'usine, sa discipline, sa hiérarchie, ses contrôles et l'absence de qualification.* »[7]

Le gouvernement est resté sourd aux premières actions populaires (pétitions, grèves, plaintes, etc.), qui sont souvent – et curieusement – restées très polies, comme en témoigne ce passage d'une affiche luddite : « *Messieurs, l'inhumanité et la dureté de votre cœur nous mettent hors de nous-mêmes, votre mépris envers des pauvres ouvriers qui ont aidé à faire votre fortune, se voyant délaissés par vous. […] MM. les administrateurs, qui êtes munis des pouvoirs suprêmes, qui par votre bonté ordinaire, veuillez concilier MM. les fabricants afin de ne pas nous couvrir de honte par une tentative que la misère nous force.* »[8] Mais face à ce silence, les émeutes, la violence et la répression se sont enchaînées logiquement.

1. Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, *Les luddites. Bris de machines, économie politique et histoire.* Édition Ère, 2006, Maisons-Alfort.

2. Nicolas Chevassus-au-Louis, *Les briseurs de machines. De Ned Ludd à José Bové.* Seuil, 2006.

3. Kirkpatrick Sale, La révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation. L'échappée, 2006.

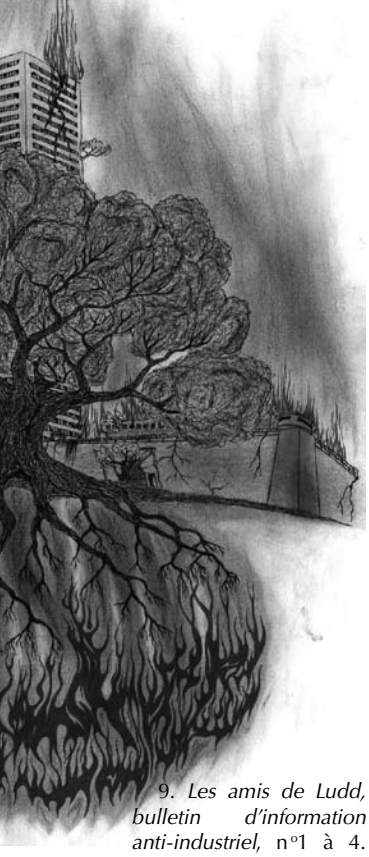
4. *Les amis de Ludd, bulletin d'information anti-industriel,* n°1 à 4. Traduit de l'espagnol, Petite capitale, 2007.

5. « À mauvaise paie mauvais travail ». À ce sujet, voir la réédition aux Milles et une Nuits (2006) de Emile Pouget, *Le sabotage.*

6. Anatole Istria, *Les casseurs de machines.* CQFD n°31.

7. Terme emprunté à Jean-Pierre Berlan qui l'utilise par opposition au terme de novlangue « biotechnologies ». « Les transnationales des « Sciences de la vie » produisent des pesticides, des fongicides, des bactéricides, des herbicides, des gamétocides – bref des biocides. » (*La guerre au vivant,* Agone, 2001)

8. *Pièces et main d'oeuvre. Nanotechnologies, Maxiservitudes,* Éd. L'Esprit Frappeur, 2006.



On observe une radicalisation des actions sous forme de guérilla. Les ouvriers, masqués et armés, connaissent bien le terrain et prennent souvent l'avantage. Ils n'ont pas le choix, ce sont les conditions même de leur vie qui en dépendent. Les chants luddites résonnent partout dans les campagnes, jusqu'à la chambre des Lords où le célèbre poète Lord Byron y fait une plaidoirie (bérurière!) en leur faveur: « […] *Nous, les gars, mourrons en combattant ou vivons libres! Et à bas tous les rois sauf le roi Ludd!*»

Mais on n'arrête pas le progrès si facilement. En pleine guerre contre Napoléon et traversant des difficultés économiques graves, le gouvernement ne comprend pas ces émeutes et tente de mater l'insurrection comme une guerre: 12 000 soldats sont envoyés et la peine de mort est prononcée contre le délit de luddisme. Ils seront nombreux à être pendus, décapités ou déportés à vie en Australie.

Les luddites n'ont pas voulu détruire simplement des machines, mais tout le système machiniste qui va avec, c'est-à-dire le mode de production qu'il véhicule. Ces machines représentaient l'empiétement progressif du système industriel. En donnant corps au Léviathan, elles ont catalysé toutes les haines. « *Les luddites ont été décrits comme irrationnels, provinciaux, futiles, et primitifs. En réalité, les luddites ont peut-être été les derniers en Occident à percevoir la technologie à l'échelle du présent et à agir en fonction de cette perception. Ils détruisirent les machines.* »[9]. « *On ne se souvient pas d'eux parce qu'ils ont gagné, mais parce qu'ils ont* résisté. »[10]

« Si les voitures n'existaient pas, ce congrès n'aurait pas pu se tenir. Mais si les voitures n'existaient pas, ce congrès n'aurait pas lieu de se tenir. »

Second congrès Luddite, 13 et 14 avril 1996 à Barnesville (Ohio, USA).

Le progrès, c'est par où?

Aujourd'hui, « le néo-luddisme » (à supposer que ce soit un mouvement cohérent) englobe aussi bien la question sociale que le processus de destruction de l'environnement (OGM, pesticides, nucléaire, etc.) ou la domestication du troupeau humain (puces RFID, nanotechnologies, etc.). C'est ainsi que plusieurs actions ont été menées contre des portiques biométriques installés dans des écoles ou que de nombreux faucheurs d'OGM sont passés à l'action[11]. « *De même que les luddites ne s'opposaient pas aux machines, mais à la déqualification du travail et au chômage qu'elles entraînaient, la plupart des adversaires des OGM ne s'en prennent pas aux plantes transgéniques, mais à leurs conséquences qu'ils redoutent pour l'environnement, la santé et l'avenir de la petite agriculture.* »[12]

Mais comme au XIXe siècle, le problème est pris d'un point de vue moral (est-ce bien de faucher?) plutôt que d'un point de vue politique et social. Ainsi, évitant de traiter le problème à la racine du problème, les *technarques* préfèrent continuer à se demander quelles solutions techniques ils pourraient bien inventer pour colmater les bavures de la précédente, plutôt que de s'interroger sur une éventuelle finalité. De la même manière, les mouvements de gauche reste braqués: « *on demande une meilleure distribution des salaires, mais on ne se demande pas ce que l'on peut réellement obtenir par ces salaires. […] Le salaire est discuté, mais pas la nature même du travail salarié. […] On se met sous la haute protection de l'État, et on oublie que c'est grâce à lui que le champ social a été investi par la guerre économique capitaliste.* »[13]

Or, ce n'est pas un retour à un passé idéalisé qui est prôné, mais une avancée sociale, parfois synonyme d'arrêt du progrès technique. Le mythe du progrès scientiste et positiviste nous a tous convaincu qu'aujourd'hui est toujours mieux qu'hier et moins bien que demain. Cette vision linéaire n'est pas aussi juste qu'on veut nous le faire croire: si aujourd'hui on vit plus longtemps qu'auparavant, la génération qui a 80 ans aujourd'hui n'a pas connu les pesticides et l'amiante avant leurs 50 ans, et les OGM et les antennes GSM avant leurs 70 ans…

L'issue de secours

Comme le suggère l'historien Kirkpatrick Sale dans son ouvrage proluddite récemment traduit en français, « *le capitalisme industriel, une économie fondée sur l'exploitation et la dégradation de la planète, est l'entreprise qui produit et qui distribue cette civilisation. On doit lui opposer la pratique d'une économie écologique et viable reposant sur le fait de vivre avec la Terre et de s'engager vis-à-vis d'elle et sur les principes de conservation, de stabilité, d'autosuffisance et de coopération.* »

« *Rien ne saurait être plus nuisible au mythe de la machine, ainsi qu'à l'ordre social déshumanisé qu'il a fait naître, qu'un désinvestissement croissant, un ralentissement du tempo, un arrêt des routines dépourvues de sens et des actions aveugles.* »[14] Et avec ce désengagement salutaire, ne faudrait-il pas continuer à mettre en lumière les mécanismes absurdes d'un système perfectionné au service d'une fin déficiente?

Pol Gaucher

9. *Les amis de Ludd, bulletin d'information anti-industriel,* n°1 à 4. p.13. On pourra retrouver ce chapitre sur Internet: « Critique de l'heureux nouveau monde », http://toulouse.indymedia.org/article.php3?id_article=1479.

10. Kirkpatrick Sale, ibid. p 289.

11. Même si tous ne se déclarent pas luddites. « La grande majorité d'entre nous n'est […] pas luddite » déclare Peter Melchett, alors directeur de Greenpeace Grande-Bretagne lors d'un débat public avec le PDG de Monsanto (cité in Nicolas Chevassus-au-Louis, ibid. p 249). Aussi, à l'inverse des faucheurs clandestins, le mouvement des « faucheurs volontaires » se situe dans une logique de désobéissance civile médiatique dialoguant avec l'État.

12. David Noble, cité par Bourdeau et al. Ibid. p 133.

13. Kirkipatrick Sale, ibid. p 296.

14. Affiche placardée à Clermont-L'Herault le 18 janvier 1818, in Nicolas Chevassus-au-Louis. Ibid.

15. Nicolas Chevassus-au-Louis, ibid. p 250.

16. Les amis de Ludd, bulletin d'information anti-industriel, n°1 à 4. p14.

17. Lewis Mumford, cité par Kirkipatrick Sale, ibid. p 298.

L'aire de jeu urbaine des architectes du capitalisme cognitif,

LA VILLE LABORATOIRE

Le capitalisme et la ville ont toujours eu un rapport particulier. Selon de nombreux historiens, la ville fut le berceau du capitalisme et les villes ont toujours été des plaques tournantes du commerce. Cet article parcourt l'histoire du capitalisme et les manières dont elle s'est organisée dans l'espace en différents stades. Cet aperçu nous montre comment l'espace est utilisé pour tenir en laisse la classe opprimée, la décomposer et, finalement, la faire disparaître dans les cachots organisés de la mémoire. L'urbanisme post-industriel tente de réaliser ces cachots de la mémoire dans l'espace.

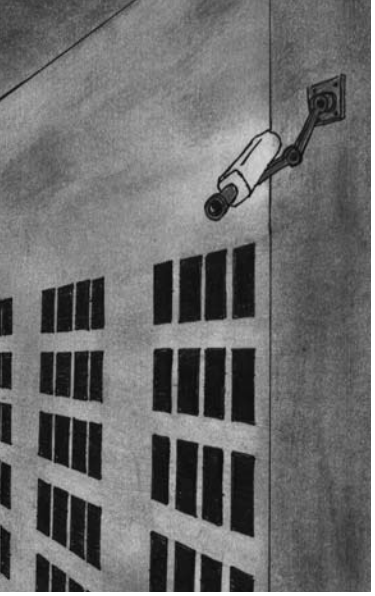
Le paradigme de production du jeune capitalisme

Un paradigme[1] est une sorte de point de vue. C'est une vision du monde à partir d'une perspective bien déterminée au sein de laquelle notre connaissance est plus ou moins cohérente et se tient plus ou moins ; un paradigme coagule le monde pour un instant où il devient compréhensible (com*prendre*). Et, à partir de cette prise sur le monde nous pouvons, avec ou sans succès, intervenir dans la réalité. Mais un paradigme repose seulement sur *un* point de vue et peut être contaminé par d'autres perspectives qui peuvent annihiler la cohérence de notre prise sur le monde. Dans la confusion qui s'en suit, les vieilles idées sont jetées à la poubelle ou accordées au nouveau point de vue, il en résulte une nouvelle et différente compréhension du monde. Le vieux paradigme de production était le résultat du processus de dépossession systématique qui allait de pair avec la formation des États (16e-18e siècles). Sur une période relativement courte, un nombre énorme de gens fut privé des moyens de subvenir librement à ses besoins. Les grandes communautés rurales qui vivaient d'artisanat et d'agriculture à petite échelle furent poussées vers les villes pour être soumises à l'esclavage du travail salarié. Dans les siècles suivants, la société capitaliste classique s'est développée : une société fondée sur l'opposition entre une masse de dépossédés et une petite minorité d'employeurs pillards. La réalité sociale dans son ensemble devenait opposition et, par conséquent, confrontation. Le capitaliste disposait des moyens de production (capital matériel) et du gain (capital financier), le travailleur assurait ce capital à son patron en vendant sa force de travail. Sur le lieu du travail, cette opposition aigue devait être bridée par une structure rigide et disciplinaire qui pouvait, par la surveillance et la punition, endiguer à temps toute rupture. Les usines sont construites suivant la structure classique de l'architecture carcérale, un point de contrôle central surveillant toutes les parties de l'entreprise[2].

Mais cette tension économique eut aussi son impact sur la réalité sociale. La tension sociale trouve son expression matérielle dans la séparation rigide entre riches et pauvres. La ligne de front entre propriétaires et expropriés était littéralement visible au sein de la ville, berceau du capitalisme. Entre les ghettos de travailleurs et les habitations de la bourgeoisie urbaine il y avait un monde de différence. D'un côté les maisons bourgeoises, agréables et protégées, avec dans les salons les habitants consommant les privilèges des biens de luxe et de la culture ; de l'autre côté les quartiers ouvriers appauvris où le gris cendre et la réglementation du quotidien étaient uniquement rompus par la réciprocité du voisinage et la conscience de partager la même misère. Et cette ligne de front n'était pas seulement nettement tracée à travers la ville, mais aussi dans les têtes des gens. La division entre « nous » et « eux » était d'une corrélation explicite avec les intérêts opposés des propriétaires et expropriés. La conscience de cette différence (une conscience de classe) faisait de l'ouvrier un ouvrier (privé de culture, pauvre et malade, mais fier de son travail manuel) et du patron un patron (cultivé, bien en chair, riche et fier de ses capacités intellectuelles).

1. Le philosophe des sciences T. Kuhn fut le premier à utiliser ce terme. Il l'utilisa pour expliquer le cours du développement scientifique. Dans ce texte-ci, le terme est utilisé dans un sens plus large.

2. Le dit « panoptique » : la forme architecturale de la prison, développée par Bentham.



3. Le grand soir : description typique d'une révolution dans cette phase du capitalisme. La révolution consiste en un simple retournement de l'opposition sociale, qui peut arriver d'un jour à l'autre. Alors que nous pouvons dire qu'un ouvrier ne peut être révolutionnaire en se débarrassant de ses caractéristiques d'ouvrier, c'est-à-dire de sa morale du travail, sa discipline d'usine intégrée, son respect de la hiérarchie, son conservatisme moral. Voir : Roger Jacobs, *Voeten in de aarde*.

4. L'insulte de Marx à l'encontre de l'anarchisme, entre autres parce que les anarchistes se posaient des questions sur la glorification du travail.

5. Ses « intérêts généraux » : assurer l'ordre étatique.

6. Un premier exemple très parlant d'un tel urbanisme contre-révolutionnaire nous est donné par le « premier urbaniste moderne », le baron Haussmann. Sur demande de Napoléon III il redessina les quartiers ouvriers de Paris où les soulèvements de 1830 et de 1845 furent les plus violents.

7. Le Corbusier, « Vers une architecture », Paris, 1927. Le Corbusier est considéré comme le fondateur du modernisme dans l'architecture.

Pour la classe dirigeante, la conscience des ouvriers était une menace constante. Cette classe entreprit donc des tentatives philanthropiques pour faire participer les expropriés à la civilisation bourgeoise. Des habitations « dignes » (qui par leur architecture permirent en même temps un contrôle supplémentaire) furent construites ; des tentatives pour « apprendre » la culture bourgeoise à la plèbe furent mises en place etc. Toute cette bienveillance éveilla généralement la méfiance et le constat s'imposa que le « peuple commun » était par nature insensible à la perfection. Cependant cela ne diminua pas le caractère schizophrénique et intenable de la jeune société capitaliste, et malgré les monstrueuses lois « anti-syndicalistes » les ouvriers commencèrent à se bouger toujours plus en sabotant et en faisant des actions directes. La reconnaissance légale des syndicats eut alors comme but de paralyser la contestation ouvrière incontrôlable. En même temps, la forme syndicale correspondait à cette époque d'opposition ouverte et de confrontation ; face au pouvoir organisé des patrons, on érigea les organisations de masse ouvrières qui devaient, le lendemain du grand soir[3] de la révolution, mettre en autogestion les usines. La société occidentale entra donc dans l'ère de la guerre ouverte entre classes dans laquelle les deux camps distribuent et encaissent des coups, à mesure plus ou moins égale. À travers cette lutte, le mouvement ouvrier, qui initialement était teint dans son ensemble d'un vague socialisme libertaire, se morcela en une multitude d'orientations politiques qui influencera de manière permanente le paysage politique du 20e siècle. Le communisme autoritaire, le socialisme, le communisme de conseils, l'anarchisme, le socialisme chrétien prirent en main, sincèrement ou non, la défense des intérêts des ouvriers. L'État, qui jusque-là avait ouvertement joué la carte du patronat et ainsi provoqué de vraies boucheries parmi le « peuple commun », réalisa qu'une intervention politique seulement pouvait éviter un scénario révolutionnaire. Il commença, d'abord avec la prudence nécessaire, ensuite avec un peu plus de zèle, à faire des concessions à ces manifestations tumultueuses. Sous l'impulsion de ces concessions, le morcellement idéologique du mouvement révolutionnaire commença à être péniblement sensible. Séduits par « leurs » réalisations et par la douce soif du pouvoir, les socialistes se dévoilèrent vrais fétichistes de l'État et condamnèrent avec le même enthousiasme les initiatives autonomes des ouvriers et l'anarchisme « petit-bourgeois »[4]. Parallèlement les syndicats furent mis sous la tutelle des partis politiques et ainsi privés de leur éventuelle combativité.

Le paradigme social-démocrate

Dès lors, le « capitalisme d'opposition » classique commença à être fortement sous pression. De plus en plus, le point de vue social-démocrate devint dominant. Et là où le philanthropisme privé des patrons avait échoué, papa-État devait, à partir d'une préoccupation identique, arriver à bien plus de résultat dans la domestication des classes dépossédées.

L'État devait devenir l'arbitre toujours présent dans les négociations entre employeurs et syndicats et, en tant que « parti impartial », prendre en main la défense des « intérêts généraux »[5]. En outre il devait, sous l'influence des socialistes, s'investir de façon toujours plus active pour les conditions de vie générales des ouvriers. Le véritable enjeu était pourtant de limer les coins les plus tranchants de la tension sociale toujours présente. Par ailleurs la structure hiérarchique des usines allait largement subsister, maintenant renforcée par la médiation des syndicats institutionnalisés qui allaient désormais jouer une sorte de rôle de chiens de garde des employeurs. Dans les lieux de vie des ouvriers, il y eut aussi des interventions. Les quartiers où les manifestations étaient les plus fortes, furent réaménagés. Les rues furent élargies et il devient ainsi impossible de les bloquer par des barricades. A cause du logement social, les réseaux sociaux entre les dépossédés sont rompus[6]. Entièrement dans la continuité de ce jeune urbanisme, Le Corbusier constata clairement que l'alternative à l'architecture était la révolution[7]. Il est le père spirituel des tours de logements sociaux dans lesquelles pauvres et chômeurs furent concentrés jusqu'à nos jours.

Simultanément, l'État essaya, de la même manière que les patrons l'avaient tenté, de faire participer la classe ouvrière à la culture bourgeoise, ou à la « culture populaire » socialiste de glorification du travail et de l'État. L'entreprise politique dominante fortifia sa prise sur la société entière avec ces mesures « sociales » et parvint à maintenir la fragile paix sociale. En même temps cette domination étatique entraîna un vaste appareil de gestion extrêmement centralisé et peuplé de vrais meneurs : des patrons et bonzes politiques qui méprisent la participation et bannissent la contestation. Les politiciens du devoir, du paternalisme et qui en tant que vrais « seigneurs » écument

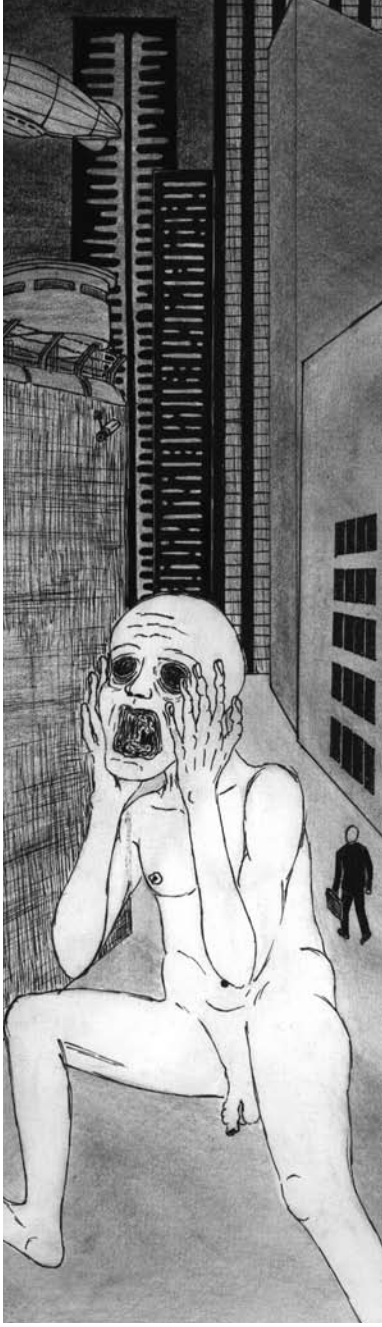
les marchés pour lier à eux leur électorat avec leurs discours pédants et la générosité de leurs services rendus. L'État social-démocrate parvint à maintenir cette position jusqu'au début des années soixante, notamment grâce au climat économique favorable de l'après-guerre. La prospérité d'après-guerre redonna pour un temps du souffle au capital et, dans un sens, elle compléta l'intervention de pacification de l'État avec le passage de la consommation de luxe à la consommation de masse. Soudainement les pauvres eurent accès à tous ces produits qui étaient jusque-là réservés aux riches. Ces produits, ils pouvaient les consommer comme des citoyens à part entière lors du temps libre qu'ils avaient marchandé. L'avènement de l'économie marchande, dans laquelle l'ouvrier pouvait (littéralement) racheter dans les supermarchés son travail vendu, fut sans doute aussi important que l'intervention de l'État pour calmer les tensions sociales.

À la fin des années soixante, en pleine prospérité, les petits foyers de la lutte sociale se rallumèrent soudainement et de façon plutôt inattendue. Sous l'impulsion des mouvements étudiants, un mouvement se développa partout en Europe, qui, en ce qui concerne le contenu et en ce qui concerne les formes qu'il prit, dévia de façon considérable des mouvements ouvriers de la première moitié du 20e siècle, mais qui fut néanmoins fortement soutenu par les ouvriers. Ce mouvement lança une attaque frontale contre l'ordre établi dans toutes ses facettes. La structure familiale traditionnelle fut démasquée, la morale du travail brisée et l'autorité mise à feu à tous les niveaux. La paix sociale expiée par l'État providence se retourna soudainement en un audacieux « nous voulons tout ». Et, dans un paysage de paralysie politique et syndicale, l'aspiration à la liberté et l'anarchisme dans son sillage repris une nouvelle vie. En 68 des étudiants et des ouvriers prirent en main des usines, tinrent des assemblées communes et les quartiers s'organisèrent de nouveau. Après des décennies d'aumônes de l'État et de consommation, la vie devient d'un coup une grève sauvage généralisée ; un bafouillage absolu de la normalité étouffante. Pour beaucoup les événements de Mai 68 semblent comme une sorte de *deus ex machina* ; une preuve contre le déterminisme historique[8] des temps sociaux antérieurs. En pleine prospérité, le ventre et les réserves pleins, le drap idéologique de la réalité fut déchiré en quelques semaines et les gens retrouvèrent la force qu'ils avaient toujours eue. Et, comme l'aliénation s'était étendue sur l'ensemble de la vie quotidienne, une seule transformation politique et économique ne suffisait plus. La vie quotidienne elle-même devait devenir l'objet de la libération.

Le post-industrialisme : l'imagination au pouvoir[9]

Mai 68 entra dans l'histoire comme la plus grande grève sauvage de tous les temps et ses effets furent si longs et profonds qu'il est à peine possible, maintenant, d'estimer pleinement sa signification. À différents égards, le soulèvement de 68 a rompu de manière permanente avec le paradigme du pouvoir traditionnel. Dans les trois décennies qui suivirent[10], le pouvoir s'est réarrangé et les acteurs principaux de 68 (ou la plupart d'entre eux) se sont imposés comme les nouveaux cadres dirigeants. Avec autant d'enthousiasme qu'en 68 et une attitude semblable, ils diffusèrent, non plus des idées révolutionnaires, mais des marchandises. Et on bricola aussi la mentalité d'entreprise : les patrons deviennent collègues, les collègues deviennent patrons, la production fut décentralisée et repartie entre petites unités, qui participent aussi (de façon limitée) au processus de production. En même temps il y eut, sous l'impulsion des nouvelles technologies d'information et de communication, une mutation de la production industrielle vers le secteur des services et les nouveaux secteurs de la connaissance (technologie de pointe, technologie informatique…). Ces nouveaux secteurs avaient besoin de travailleurs plus émancipés et d'une structure d'entreprise moins lourde. Le travailleur n'y vend plus son travail physique mais ses connaissances et sa créativité… bref, sa personnalité. Dans cette économie du savoir, la tolérance, l'ouverture et l'inventivité sont devenus la vraie matière de base. La tension traditionnelle entre salariés et employeurs est ici dissoute de manière trompeuse. Le patron (ou maintenant aussi : la patronne) n'est plus au-dessus de ses salariés, mais n'est pas non plus devenu un salarié lui-même. Il n'y a plus de patrons et de salariés. En effet, la vie de chacun devient une entreprise, dont le capital (la connaissance) doit être géré à vie, et qui peut faire faillite à tout moment, sur propre responsabilité. Cette économie a réalisé l'autogestion de manière trompeuse, même s'il s'agit en premier lieu de gérer sa propre misère.

En politique aussi, dans le style du pouvoir, il y a eu un certain basculement. Des souverains arrogants (genre Vanden Boeynants) ont



8. Le déterminisme historique est la croyance selon laquelle les changements sociaux suivent des lois scientifiques, dictées par exemple (pour le marxisme) par les rapports économiques.

9. Slogan de mai 68.

10. Cet article, à tort, ne traite pas des grandes luttes des années 70 et 80, par exemple en Italie et au Portugal. Cette résistance révolutionnaire fut dirigée contre les restructurations dont parle l'article.

pour la plupart dû céder la place à des politiciens de débat, médiagéniques et tolérants, qui, en tant que brillants chevaliers de la morale, dénoncent le favoritisme, le compartimentage social et les dogmes idéologiques[11]. Il (ou maintenant aussi : elle) se vend comme une marque, entretient un style propre à la maison, s'emballe lui-même, se représente lui-même… Bref, se gère en tant qu'entreprise politique. Ainsi la politique ne dirige plus les gens. Elle garantit à chacun l'activité des entreprises que nous sommes tous devenus. Elle encadre, accompagne et dirige le cours de nos vies et met nos intérêts sur le même pied que les autres gens actifs et qu'elle-même. Dans ce « meilleur des mondes possibles »[12], l'économie et le progrès repassent tous les plis. Les intérêts opposés sont devenus impensables. Est-ce pour cela qu'on ne parle plus que de conflits de « civilisations » ou de « cultures » ?

L'urbanisme post-industriel

Nous avons vu comment le capitalisme s'est développé à travers son histoire à partir d'angles d'attaque successifs. Le point de vue de l'opposition sociale a trouvé son reflet dans le façonnement de l'espace, qui lui-même devient opposition et séparation complète. Avec le basculement vers le paradigme social-démocrate nous avons vu comment l'opposition fut conciliée et apaisée par l'intervention de l'État. Le logement social n'a d'aucune manière rompu avec l'inégalité sociale mais l'a rendue plus négociable. Ce n'est qu'à partir de la société post-industrielle qu'on va à tout prix essayer d'en finir avec la division en classes de la société. Le cours de notre vie devient une entreprise qui doit se profiler, être promue et gérée activement[13] et, malgré les inégalités structurelles toujours criantes entre les individus, personne n'échappe à cette hasardeuse entreprise.

En même temps il est impossible pour cette mentalité de s'imposer dans une réalité qui porte toujours les traces d'une histoire de lutte de classes. Les belles paroles de suppression des conflits sociaux restent lettre morte dans une société qui n'a pas réglé leur compte aux artéfacts[14] de ces conflits. C'est pour cela qu'en deuxième lieu le post-industrialisme veut en finir avec les mémoires physiques de l'époque industrielle. Pour arriver à ce but il utilise la gestion urbaniste: la vision de la politique urbaine de l'espace dans le capitalisme cognitif.

Dans le contexte du capitalisme cognitif, les villes sont devenues les pôles de développement par excellence. Ceci signifie en premier lieu que le centre historique est transformé en centre d'administration régionale et du secteur des services. Dans les villes avec un patrimoine historique d'un certain intérêt, le « tourisme de façades »[15] y trouve aussi sa place. Le centre-ville est également le havre pour des événements culturels magnifiquement gonflés qui en quelques jours transforment la ville en une exposition spectaculaire ou une fête pompeuse. Le capitalisme post-industriel a en effet, à côté de la connaissance, aussi découvert la culture comme matière première infiniment renouvelable et comme impulsion pour de profonds réaménagements urbains[16].

La revalorisation des quartiers ouvriers du XIXe siècle est d'une importance primordiale pour l'effacement de l'héritage architectural du passé industriel. À cause des loyers bas des années 70 ces quartiers furent surtout peuplés par des immigrés et aujourd'hui généralement stigmatisés en tant que quartiers à problèmes. Les quartiers ouvriers sont revalorisés pour (ré-)attirer vers les villes les populations plus riches qui les ont quittées, et pour ainsi éviter la concentration de populations pauvres (et le développement de nouveaux conflits). Des quartiers entiers sont expropriés et rasés pour ensuite faire place à des parcs et des nouvelles constructions sociales ou privées[17]. Généralement la revalorisation mène à une hausse des loyers dans tout le quartier et ainsi les habitants initiaux sont chassés vers les nouveaux blocs de logements sociaux dans la périphérie de la ville. Les nouveaux habitants sont des hommes et des femmes travailleuses et progressistes (la dite « *creative class* »), qui relèvent le pouvoir financier de la ville et qui sont les nouveaux citoyens modèles. Le mélange social, la

11. Les exceptions à cette règle (les Mathots… Liège et les Vancauwenberghs… Charleroi) confirment les positions prises dans cet article. Ils ont surtout pied encore dans les vieux bassins industriels.

12. Le philosophe Leibniz justifia la société du 17e siècle avec cette ligne. La société est ce qu'elle est parce qu'elle ne peut pas être autre (meilleure).

13. Dans ce contexte l'accompagnement des « demandeurs d'emploi » est signifiant. Le demandeur d'emploi doit faire un planning de carrière et se vanter et se vendre activement.

14. Artefact = objet. Dans le sens historique : un objet qui témoigne d'une forme de vie sociale dans une période définie.

15. Surtout dans les villes avec un centre « médiéval ». La plupart de temps il s'agit de façades mal reconstruites. À Gand par exemple, le centre historique fut entièrement reconstruit à l'occasion de l'exposition mondiale de 1913.

16. L'élection annuelle d'une « capitale européenne de la culture » en est un triste exemple. Tous les ans une ville européenne est choisie pour être transformée et déformée en paradis culturel capitaliste. Voir « La fête est finie » (http://lafeteestfinie.free.fr)

17. Des exemples sont les quartiers gantois Brugse Poort et Rabot, le premier surtout pour la résistance qui s'y opposa.

18. L'échec du mélange social montre que le post-industrialisme a encore beaucoup d'obstacles à dépasser avant d'arriver à son rêve de fausse absence de classes.

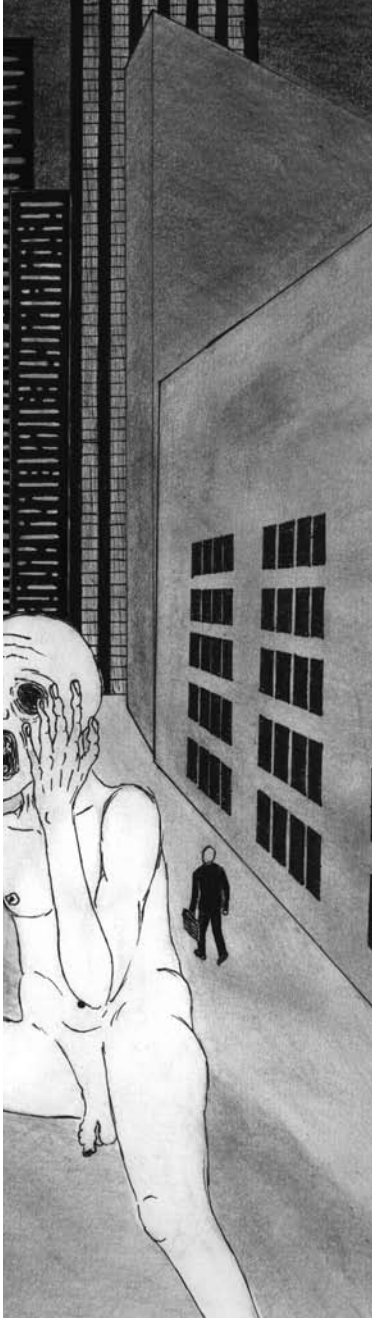
cohabitation de riches et pauvres, la suppression du conflit dans l'espace visée par la revalorisation, mène ainsi à un déplacement dans l'espace du conflit[18].

À l'extérieur des villes se trouvent les sites industriels du siècle précédent. Cet autre triste héritage de l'industrialisme doit aussi être supprimé et ici aussi on s'y prend en y attirant l'avant-garde progressiste, artistique et tolérante du capitalisme cognitif. Les bâtiments des usines sont transformés en lofts branchés, projets d'habitation alternative et ateliers d'artistes[19]. Encore plus loin dans la sphère d'influence circulaire de la ville on trouve les grands magasins et les parcs de loisirs mais également les zones d'entreprises: surtout technologie d'information, de communication et de pointe, complétée par des entreprises de logistique et de transports.

Pour nos villes qui généralement se développent et s'étendent en cercles concentriques[20], les projets qui visent les gares présentent tout de même une exception. En tant que portes d'accès et vitrines les gares doivent laisser une inévitable première impression au touriste, au partenaire d'affaires et à l'habitant potentiel (voulu), même quand il se rend ensuite au centre-ville. À partir de la prestigieuse gare, le principal chemin d'accès vers le centre-ville coupe à travers différents quartiers. Ces corridors aussi deviennent des axes de développement qui doivent chasser les habitants des quartiers avoisinants. En même temps les gares ont une fonction de moteur pour l'économie de la ville et des environs. Elles doivent assurer la mobilité et la rapidité du train-train économique en permettant le transit fluide d'un moyen de transport à l'autre. En pratique cela signifie la construction de grands parkings, l'extension et l'adaptation du réseau de transports publics et, pourquoi pas, la venue d'un train à haute vitesse.

Mais aussi les gares elles-mêmes deviennent des pôles de développement de l'économie du savoir. La bonne accessibilité pour les salariés et le climat créatif de la ville font des quartiers autour des gares des zones d'affaires privilégiées. Les habitants doivent faire place à de vrais ghettos de bureaux[21], peu après les prix de l'immobilier dans le quartier grimpent et ainsi la progression des bureaux continue. Dans des grandes villes à l'étranger, de tels quartiers de bureaux sont de plus en plus liés, combinés avec des fonctions de loisirs et d'habitation. Dans les dits *Urban Containers* les habitants ont tout ce qu'il leur faut pour la vie: Leur travail se trouve à l'étage en haut, le supermarché au rez-de-chaussée et la piscine à l'étage du toit. Pendant la journée, l'activité du lieu garantit la sécurité et après les heures de travail les habitants disposent d'une connexion aux caméras de surveillance du bâtiment sur leurs télévisions. L'accès à ces bâtiments est aussi strictement limité: on n'y entre qu'avec un badge d'habitant, par une reconnaissance faciale etc. ainsi naît un nouvel espace public privatisé.

La gestion urbaniste n'exerce pas son influence uniquement sur la ville. Aussi vers l'extérieur l'approche gestionnaire devient celle qui donne le ton. La ville devient une marque dont la promotion est faite avec un logo qui étale les ingrédients les plus importants (les atouts). Le dit *city branding* essaye de vendre la ville comme image; un produit d'ensemble qui doit se mesurer à d'autres villes-produits[22]. Ces coups de concurrence réciproques autour de la classe créative (le citoyen riche et innovateur, l'artiste bohème, l'alter-entrepreneur, l'alter-mondialiste…) sont finalement le mobile pour la surenchère de projets prestigieux et toutes sortes d'événements culturels. Le capitalisme industriel et sa variante sociale-démocrate utilisaient la discipline pour brider les conflits sociaux. Ils intervenaient de l'extérieur dans les conditions de vie de la population pauvre et les restrictions qu'ils imposaient étaient tangibles: les mesures disciplinaires sur le lieu de travail, la concentration territoriale dans les ghettos ouvriers, l'isolement des blocs de logements sociaux… L'époque post-industrielle, avec son vaste appareil d'opinion et ses finesses technologiques, a déposé l'armement disciplinaire à ses côtés et l'a échangé contre l'usine à opinion des médias, de la caméra et de la participation. La discipline du corps a fait place à la discipline de l'esprit, qui doit juste encore être complétée par un subtil et discret contrôle externe. Dans la ville industrielle, la discipline externe et les tensions sociales persistent dans les oppositions territoriales: le quartier riche, la banlieue, les vieux sites industriels abandonnés... Les habitants y sont encore quotidiennement en contact avec le côté disciplinaire de leur oppression. Le citadin post-industriel doit faire sans cet aide-mémoire: il/elle vit dans une ville qui a systématiquement évincé les restes matériaux de la discipline et du conflit social. Ce qui reste est un environnement sans histoire où des gens sans conscience historique ne partagent plus que leur solitude.



19. Quelques exemples: Les vieux docks de Gand, le Vaartkom à Louvain…

20. Un héritage structurel de la ville médiévale entourée de murs.

21. Voir par exemple: Les travaux prévus à la gare de Louvain, les plans pour Gand Saint-Pierre, le Kievitwijk à Anvers, les buildings à Bruxelles Nord, Liège-Guillemins…

22. « Louvain, centenaire, bien vivante », le « A » d'Anvers : « la ville appartient à tous », Gent

De la guerre sociale dans le Chili post-dictature,

petite introduction :

Nous avions, dans le numéro précédent, parlé un tout petit peu du Chili dans les brèves. Cela ne nous semblait guère suffisant étant donné que, durant l'année dernière, le Chili a été traversé par un mouvement social d'une ampleur qu'il n'avait plus connu depuis longtemps avec le mouvement lycéen et étudiant. Des dizaines de lycées ont été occupés un peu partout dans le pays, occupations qui furent — évidement — réprimé par le gouvernement de gauche fraîchement élu de Michelle Bachelet. Mais il y eut aussi les manifs-commémorations du 11 septembre qui donnèrent lieu à de nombreux affrontements avec les forces de répression de l'État, des descentes de flics dans plusieurs maisons occupées de Santiago ainsi que la criminalisation croissante de la mouvance anarchiste et des franges les plus radicales du mouvement Mapuche.

Nous avons choisi de mettre l'accent sur la lutte pour l'autonomie du peuple Mapuche parce que cette lutte nous parle et qu'elle est peu connue par chez nous. Mais d'abord qui sont les mapuches ?

« Le peuple Mapuche est le peuple originaire du Chili, il constitue 10 % environ de la population actuelle du Chili. C'est le seul peuple originaire d'Amérique latine qui n'a pas été vaincu par la colonisation espagnole, obligeant celle-ci à signer avec ses autorités traditionnelles des traités reconnaissant les territoires s'étendant, du sud du Bio Bio jusqu'à l'île de Chiloé, comme territoires autonomes mapuches.

En 1810, l'indépendance du Chili déclenche un formidable génocide qui fait passer la population mapuche de 1 800 000 à 360 000 personnes en 20 ans.

Les Mapuches sont alors enfermés dans des réserves et « pacifiés », leurs terres spoliées, leur culture niée, leurs traditions et leur langue interdites.

En 1973, le coup d'état militaire du général Pinochet frappe, de nouveau, durement les Mapuches dont bon nombre sont alors, torturés, fusillés ou portés disparus. » [1].

L'arrivée de la « démocratie » en 1989 n'a guère arrangé les choses. Et dans les années nonantes, après une dizaine d'années de négociations avec les autorités pour récupérer les terres usurpés, les premières récupérations de terre eurent lieu et durent faire face aux principales entreprises forestières qui détiennent à elles seules approximativement plus de deux millions d'hectares réservés à la plantation de pin et d'eucalyptus ayant pour conséquence l'assèchement des sources d'eau et la contamination des sols. C'est le droit à la vie de tout un peuple qui est, ici, en jeu.

Mais ils ne doivent pas seulement faire face aux transnationales. L'État chilien, en pleine expansion économique, a mis en route des projets qui, menés à terme, feront disparaître les communautés indigènes. Ces projets sont entre autres des travaux de voirie comme la route de la côte, prévue pour traverser tout le Chili en passant par trois régions du territoire Mapuche, projet qui aurait dû être déjà terminé mais que la résistance de certaines communautés a bloqué. À cela s'ajoute la construction de six ports dans les régions VIII et IX[2]. Tous ces projets n'ont évidemment qu'un seul but : installer les infrastructures nécessaires pour le pillage du bois et des diverses ressources naturelles. Et en amont du fleuve *Bio Bio* existe un méga projet de centrales hydroélectriques comprenant la construction de sept barrages dont deux ont déjà été réalisés. Le plus grand, celui de *La Ralco*, a

1. Info tirée du site www.mapuches.org

2. Depuis 1976, le Chili est divisé administrativement en treize régions, qui se subdivisent en provinces qui elles-mêmes se divisent en communes. La VIIe et la IXe région correspondent respectivement à la région du Bio Bio et celle d'Araucanie. Source : Wikipidia.org.

3. Librement inspiré de « La lutte du mouvement mapuche autonome » publié sur www.risal.collectifs.net

4. Entretien avec Roberto Ñankucheo par Alberto Prunetti « Peuple de la terre » sans terre. Traduit sur mapuche.free.fr et publié en anglais dans Green Anarchy n° 21.

inondé plus de 3 500 hectares de territoire et rasé deux communautés. Sans oublier les projets touristiques où — notamment autour du lac *Lleu Lleu* — la résistance à ces projets s'est fortement développée ces dernières années (voir les brèves du Chili ci-contre)[3]. Sans oublier la bataille des chiffres, l'état ne prenant en compte que les mapuches vivants encore dans le Sud, « oubliant » tous ceux et celles qui ce sont exilés dans les poblaciones de Santiago…

Les Mapuches ont une vision du monde complètement antagoniste au développement capitaliste. «*Nous nous pensons comme une partie du territoire, une partie de la nature, nous expliquons notre existence – en tant que peuple et en tant qu'individus – de la même manière que celle par laquelle chacun d'entre nous expliquons notre propre origine. Chaque Mapuche est issu d'un élément de la nature: cela signifie que chacun de nous a pour origine les forces qui habitent notre territoire, celui où nous vivons*»[4]. Il est clair que cette vision du monde, ou cosmovision, cette façon de voir le territoire non pas comme propriétaire mais comme « faire partie de » est proche de notre propre vision du monde. Cela ressort bien dans l'interview que nous avons traduites.

Ce dossier n'est malheureusement qu'un bref aperçu de ce qui se passe là-bas. Nous nous sommes contentés de ce qui se passait du côté chilien bien qu'il existe aussi un conflit mapuche en argentine, entre autres avec la crevure de Benetton (qui détient à lui seul un peu moins d'un million d'hectares de terres mapuches). L'important pour nous nous semblait de briser le silence qui existe autour de ce conflit (comme de tant d'autre !), de traduire des communiqués non traduits, histoire de donner la parole à ceux qui, comme la *Coordinadora Arauco-Malleco*, sont considérés comme terroristes. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir en 2002 de Ricardo Lagos (socialo) et du tout sécuritaire, ce sont plus deux cents chefs de communautés, autorités traditionnelles, mères de familles, étudiants, paysans, qui ont été incarcérés, inculpés, torturés, ou assassinés, comme ce fut le cas d'Alex Lemun Saavedra en novembre 2002. En fin du dossier, nous avons noté pour ceux et celles que cela intéresse, de nombreuses sources sur le net qui nous ont bien servies. Attention, la majorité des infos sont en espagnole, eh oui !

Un salut fraternel à toutes celles et tous ceux qui luttent aujourd'hui dans ce Chili post-dictature que ce soit dans la rue derrière des barricades en feu, en récupérant des terrains, en occupant des maisons, dans les poblaciones, dans les prisons-mourroirs de la démocratie ! Liberté pour tous et toutes ! Tous dans la rue pour l'insurrection !

Brèves du Chili

21 novembre 2006 : les prisonniers politiques mapuches Jaime Marileo, Juan Carlos Huenulao, Pedro Queipul et Patricia Troncoso émettent un communiqué public au sujet de leur situation actuelle depuis la fin de la grève de la faim menée l'année dernière. [http://santiago.indymedia.org/news/2006/11/61320.php]

28 novembre : quelques 50 enkapuchés sont sortis des bâtiments de l'université du Chili (Makul) en soutien aux prisonniers politiques mapuches et anarchistes. Les flics sont rapidemment intervenusavec des gaz lacrymogènes mais, après 20 minutes d'affrontements, les enkapuchés sont parvenus à incendier les canons à eau et autres véhicules de gendarmerie. [indymedia Santiago]

10 décembre : Pinochet crève enfin, de nombreuses manifestations de joie éclatent un peu partout à Santiago et dans tout le Chili. Les manifestations sont durement réprimées à Santiago car « illégales » selon la présidente Bachelet... Omar Gonzalez Loncon, un jeune de 19 ans de la poblacion La Faena de Penalolen, est touché au front par une balle tirée par les carabiniers lors des massives manifestations de joie suite à la mort de Pinochet. [D'après une brève sur Sumariados Temuko].

22 décembre : à Valparaiso, l'année de mobilisation étudiante s'est terminée par un blocage de rues. Après la manifestation autorisée (et sous haute surveillance policière) réunissant une centaine de personnes et qui se termina vers 13 h 30, un groupe d'étudiants décida de couper les avenues Pedro Montt et Argentina, ce qui empêcha les flics d'arriver avant 10 minutes. Finalement le groupe dut se disperser et les flics arrêtèrent au hasard 5 personnes désignés, selon les flics eux-mêmes, comme « agitateurs de masse ». [Sumariados]

26 décembre – Temuco : à deux heures du matin un groupe d'inconnus a réduit en cendres deux machines forestières à l'intérieur de la propriété *Las Praderas* appartenant à l'entreprise forestière Mininco. Les dégats sont estimés à plus de 100 millions de pesos. C'est la deuxième attaque incendiaire qui est enregistrée cette année dans les alentours de Chol-Chol. Le 17 août dernier, un autre groupe d'enkapuchés avait incendié un camion forestier et un camion public se trouvant à 10 km de là. [Sumariados]

2 janvier 2007 : des chômeurs occupent pendant 45 minutes les artères principales du centre de Concepcion pour réclamer l'accomplissement des promesses faites par les autorités régionales et nationales. La manifestation est durement réprimée par les flics qui effectuent une trentaine d'arrestations. [Sumariados Temuko]

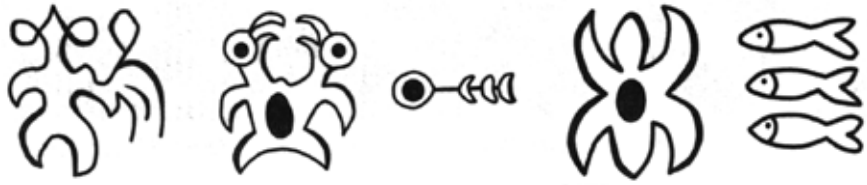
24 janvier : sabotage incendiaire d'un symbole de la classe politique. Le bureau de la député Ximena Vidal (P.P.D.) a été attaqué avec un engin incendiaire dans la commune de Macul, à Santiago.

1er février : Ociel Santi est libéré après trois mois de prison. Il était accusé de plusieurs délits dans le secteur de Leu-Leu. Le tribunal de Canete a du le libérer suite au retrait des accusations des supposées victimes... [sumariados temuko]

6 février : la route « 5 sur » a été coupée avec des barricades en

Suite à la page 22

UN VENT DE DICTATURE SOUFFLE SUR LA COMMUNAUTÉ DE TEMUCUICUI.



En ARRIVANT À LA LOCALITÉ *d'Ercilla, on peut percevoir que l'air se raréfie. Les gens regardent avec méfiance tout inconnu de passage, d'autant plus si on arrive en voiture : il est vrai qu'on se sent observé et que chacun de nos pas est surveillé.*

Ercilla est une localité qui a ses particularités : c'est le centre urbain de communautés Mapuche qui existaient bien avant que l'État chilien s'érigea comme tel. En outre, c'est une zone où la représentation politique est reconnue pour son penchant à droite. C'est aussi le centre d'opérations des forestiers et des entrepreneurs qui disputent aux communautés chaque mètre de territoire. C'est le lieu où opère un groupe paramilitaire, auto nommé « commando Trizano », connu pour s'attaquer et faire peur aux dirigeants et membres des communautés. C'est le lieu de l'entreprise forestière Mininco connue dans tous le pays. C'est là où réside l'entrepreneur René Urban, connu comme étant une « victime des mapuches » et à qui El Mercurio, ainsi que les autre médias, donne une tribune, et victimise exagérément. C'est dans cette zone que se trouve le mythique « Fundo Alaska » qui était aux mains de Mininco et qui a été récupéré sur près de 2000 hectares par les membres de la communauté de Temucuicuy. C'est de ce secteur que vient Mireya Figueroa, une des dirigeantes accusée par la justice d'association illicite, qui vit dans la clandestinité depuis de nombreuses années. C'est le territoire d'autres longkos (chefs de communauté) persécutés par l'État et du jeune Alex Lemun, assassiné par les forces spéciales de gendarmerie il y a quatre ans et pour lequel il n'y a pas eu encore justice. C'est le territoire de plusieurs prisonniers politiques mapuches qu restent emprisonnés en différents lieux du sud du pays et qui menèrent, cette année [2006], une grève de la faim de plus de 70 jours. C'est l'endroit qui a donné lieu – après la visite d'un observateur de la F.I.D.H. – à un rapport indiquant que l'État chilien viole systématiquement les droits fondamentaux de la personne.

Tout ceci se passe à 600 kilomètres au sud de La Moneda [palais présidentiel], et nous sommes sûrs qu'un grand pourcentage de la population de ce pays ne se rend pas compte qu'à Temucuicuy, se vit un véritable état de siège. Et le plus préoccupant, c'est que cette situation est devenue normale et est avalisée par un supposé gouvernement démocratique et aussi supposé socialiste.

Suite à cette introduction, nous livrons les témoignages du longko de Temucuicuy et d'un de ses « werken » (dirigeant de la communauté) qui relateront le quotidien de leurs vies en un territoire si singulier.

Longko Juan Catrillanca : je suis longko de la communauté de Temucuicui, communauté qui est devenue célèbre, non parce que nous voulons faire du mal à l'État chilien et à la société, mais à travers la longue lutte que nous avons menée afin de récupérer notre territoire ancestral. Nos parents, déjà, reconnaissaient la nécessité de ressources, d'aliments, de terres pour vivre dignement. De fait, cela fait trois générations que nous vivons en ces terres, puisqu'en 1969, il y eut la première réappropriation menée par mon père ; à l'époque du gouvernement d'unité populaire il a été possible d'affronter les privés [particulares] et de leur demander qu'ils abandonnent le terrain qui appartenait à nos gens. À cette époque, lorsque_nous récupérâmes les propriétés, le maître du « fundo », Carlos Paterson, déclara qu'il les avait vendus à un certain René Urban.

Nous autres avons toujours su avec certitude où commence notre communauté et où elle se termine. J'ai parlé face à face avec Urban et il est toujours très préoccupé ; chaque fois qu'il m'interpelle dans la rue, il m'accuse d'envoyer des gens pour lui faire du mal, mais il sait très bien, et nous aussi, que ce qui s'est passé dans sa propriété est un auto-attentat : il l'a préparé, a payé des gens, tout comme le fit l'entreprise Mininco quand nous voulûmes récupérer cette propriété. À cette occasion, ils payèrent des gens pour accuser les dirigeants – ce furent les fameux témoins sans visages (qui après se repentirent) qu'on paya après qu'ils aient témoigné. Nous croyons qu'il se passe la même chose avec R.Urban parce que comme *longko* de la communauté, j'ai à répondre des miens. Si les miens décident de prendre plus de territoire, je dois soutenir la décision de la majorité. Si nous reconnaissons que la terre récupérée est vaste, elle ne l'est pas assez pour tous les besoins de notre communauté. Cette terre n'est pas bonne pour l'agriculture ; nous pouvons avoir de l'élevage, replanter des arbres, mais pour les semences agricoles, les sols sont trop dégradés après trente-cinq ans aux mains des forestiers. En outre, les familles s'agrandissent et les nouvelles familles auront besoin de terrain.

Nous avons dialogué avec l'État, nous lui avons fait savoir qu'il a une dette historique envers le peuple Mapuche. Il nous a promis qu'ils couvriraient les besoins des nôtres, mais tout ce qu'il a fait c'est renforcer et soutenir encore plus les entrepreneurs, il les protège.

Quand se produisent les descentes dans notre communauté, les premières victimes sont les vieux et les enfants vu que cela se passe à l'aube, à 4 heures du matin, et qu'ils sont en train de dormir.

Aujourd'hui, on dit que la famille de Temucuicuy bouscule cet entrepreneur (Urban), et les députés aussi nous accusent. Ils viennent quand ils ont besoin de nos votes et après nous accusent de terrorisme et nous ne les voyons plus. Malheureusement, les nôtres sont habitués à baisser la tête quand un politicien parle bien et, sans le connaître, ils le soutiennent. Mais comment ce politicien nous remercie-t-il ? Avec de la prison, de la répression et de l'humiliation de la part de celui qu'on a élu. Je me réfère ici au député Arenas de l'U.D.I. [droite libérale] qui aujourd'hui se fout de la gueule des nôtres. Alors qu'il devrait nous appuyer, il soutient l'entrepreneur qui ne représente qu'une seule personne alors que, dans ma communau-

Interview sur le quotidien de la communauté de Temucuicui, la répression policière…

Par Miguel Fernadez Valdivieso. [Trouvé dans le mois de novembre 2006 sur indymedia santiago.]

té, nous sommes une centaine de personnes (il y avait plus de 120 familles quand nous avons récupéré ce terrain).

Miguel Fernadez: le député Arenas a dit que les mapuches développent une activité terroriste dans la zone. Quelle est votre opinion à ce sujet?

Longko: je ne veux pas vous offenser mais, la vérité c'est que le *winka* [n.d.t.: le blanc, le colonisateur] est toujours venu avec le mensonge et de la suffisance, avec la force, avec l'alcool, avec la religion et ce que fait le député, c'est de continuer à humilier le peuple Mapuche.

Imaginez comment nous allons attaquer un entrepreneur gardé 24h/24 par les gendarmes. En cela, nous pouvons dire que le député se trompe: quand nous avons récupéré le «fundo Alaska», nous avons risqué nos vies. Il y a eu beaucoup de répression. Cela a commencé en 1984, ils nous tiraient dessus; les gendarmes agissaient avec tout leur pouvoir, ils ne respectaient ni les enfants ni les vieux et les dirigeants furent condamnés par la justice.

Miguel Fernadez: il y a une longue histoire de répression dans la communauté…

Longko: très longue et elle continue, parce qu'aujourd'hui, la persécution continue. Il y a une famille qui est séparée parce qu'ils ne peuvent emprunter un chemin public qui traverse le terrain de l'entrepreneur et il y a des mesures prudentes de la part du ministère public pour qu'ils ne puissent pas passer par ce chemin. Chaque fois que Urban croise l'un de nous, il nous menace même de mort et cela devant les gendarmes qui le gardent. [Sans oublier] le fils qui crache sur les nôtres chaque fois qu'il passe en camionnette; il invente tout au sujet de ce qui s'est passé et le problème est que l'État le croit toujours, car ce dernier appuie le capitaliste et donne tout pouvoir à ces gens.

Miguel Fernadez: votre famille a-t-elle peur de ce qui pourrait se passer dans le futur?

Longko: toute ma famille est préoccupée, surtout qu'un privé [particular] me fasse sortir d'un chemin. Je ne peux sortir à pied ou seulement par Ercilla, toujours accompagné, toujours suivi par des civils qui sortent de la maison de Urban. Ma maison a été plusieurs fois perquisitionnée, ils cassent nos affaires; voyez comment sont la porte, les vitres… Une fois, est venu un major de gendarmerie, un dénommé Villouta. Il est venu me demander pour parler et il est venu parler avec entre 60 et 80 carabiniers, tous lourdement armés.

Miguel Fernadez: quel message adresseriez-vous à l'entrepreneur Urban?

Longko: Monsieur Urban, vous devriez remercier notre communauté pour tout ce que vous avez récolté durant tout ce temps, mais maintenant, la communauté a besoin de cet espace et, avec tout l'argent que vous avez gagné, vous avez les moyens pour acheter ailleurs, c'en est assez d'abuser de nos gens maintenant. Nous l'avons laissé tranquille lorsqu'il nous maltraitait: il avait même, dans sa propriété, un local où il interrogeait les nôtres, les frappait et les jetait ensuite n'importe où.

Miguel Fernadez: Et que diriez-vous en tant qu'autorité de cette communauté à l'État chilien?

Longko: Que s'arrêtent les promesses non-accomplies faites au peuple Mapuche. Maintenant, c'est la présidente Michelle Bachelet – que les mapuches et moi-même avons aidé dans sa candidature, nous ne pouvons le nier – et, c'est moche à dire mais c'est la vérité, avant de rendre la terre, elle applique la répression multipliant les gendarmes dans la zone pour qu'il n'y ait plus de récupération de terres. C'est pour cela que personne ne va croire les candidats socialistes, ni la Démocratie Chrétienne, parce qu'il n'y a pas de démocratie au Chili, et les promesses ne sont pas tenues.

Miguel Fernadez: vous vous sentez trahis par les gouvernements de la «concertacion»[1]?

Longko: totalement. Ils nous ont donné seulement de la répression, des descentes de flics et de l'humiliation.

Je voudrais vous remercier pour cette interview, car je n'ai jamais été interviewé par d'autres gens. Beaucoup ont interviewé Urban, le député Arenas, mais, depuis que nous avons commencé la récupération de terrain, personne n'est venu nous interviewer. J'espère que cette interview s'entendra très loin parce qu'ici, personne ne nous écoute ni ne fait attention à nous.

Werken Rodrigo Huincollan, secrétaire de la direction de la communauté: mon travail dans la communauté est consiste à représenter ma communauté devant les différentes institutions de l'État et des entreprises. Je suis dirigeant de la communauté depuis 2004. J'ai dû prendre cette responsabilité vu que les condamnations de nos dirigeants commençaient à arriver. Certains sont en prison d'autres, insoumis, décidèrent de ne pas se présenter devant la justice; les sentences vont de «feu de forêt» jusqu'à «association illicite», toutes dans le cadre de la «loi antiterroriste».

Tout d'abord, il est très difficile d'être dirigeant de cette communauté, étant donné que nous sommes dans la ligne de mire de beaucoup de personnes, on devient une personnalité publique.

Les entreprises et les privés ont besoin d'avoir le contrôle sur notre communauté et s'inquiètent toujours de savoir qui sont les dirigeants de chaque communauté. En 2001, j'ai terminé mes études secondaires, ce qui m'a permis d'acquérir les outils pour me rendre compte de ce qui se passe ici. J'ai travaillé comme conseiller forestier pour la municipalité ce qui, en définitive, m'a permis de comprendre comment fonctionnent les institutions par rapport à mon peuple. Ce processus de récupération

des terres a laissé beaucoup de douleur : des camarades en prison, des frères blessés physiquement et psychologiquement. Les enfants qui ont connu cette lutte et qui vivent avec leurs familles dans cette région ont, face aux gendarmes, une réaction de rage, d'impuissance et de colère après tant de violence contre les leurs. Ils ont vu comment les flics détruisent leurs maisons lors des descentes, comment ils emportent leurs parents, comment ils agressent leurs grands-parents, comment en fin de compte ils humilient tout leur entourage.

Après tout ça et malgré la répression, nous nous sentons joyeux d'avoir atteint l'objectif de récupérer 2000 hectares pour notre communauté.

Actuellement, je suis moi-même en procès suite à une accusation de monsieur Urban pour avoir déplacé des clôtures. Tandis que j'étais candidat aux dernières élections municipales, cet entrepreneur me fit arrêter dans le bureau de vote même, en sa présence. En outre, il me fit savoir que cela arrivait pour que je sache à qui je me mesurais. Il voulait démontrer aux nôtres qu'il détenait le pouvoir à travers les policiers – de fait il a des gendarmes dans sa propriété et la faveur des parlementaires. Les dernières déclarations du député Arenas n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé à Temucuicuy. Ici les jeunes de mon âge – j'ai 25 ans – ont pu s'éduquer au moins jusqu'à un niveau technique, ce qui nous a permis de développer sur notre territoire la production : il y a des potagers, nous avons de l'élevage, nous avons des aires de contrôle pour améliorer les terres endommagées par les forestiers. Qu'ils viennent voir et constater tous les progrès que nous avons obtenus. Quand nous avons commencé, c'était quasiment un désert et tout ce travail a été réalisé par la communauté avec ces jeunes que le député Arenas et Urban appellent terroristes !

Miguel Fernadez : Dans quelles conditions se trouvait le terrain quand vous l'avez pris en charge ?

Werken : ce que je sais (via les plus anciens de la communauté), c'est que l'entreprise a eu la propriété pendant plus de trente ans, depuis le moment de la plantation jusqu'à la récolte ; et à partir de ce moment, le terrain s'est totalement dégradé, tel un véritable désert. Quand ils l'ont remis, on ne pouvait plus rien y cultiver, il n'y avait plus d'eau, les marais étaient asséchés… C'est dans cet état que nous avons récupéré les terres cultivables et on peut voir que ça s'est amélioré. Les autorités de la CONAF nous questionnent à ce propos, vu que ce sont des sols classés comme forestiers, si nous ne les occupons pas dans ce cadre, c'est puni par la loi. Mais nous allons maintenir cette amélioration parce que notre manière de voir le monde et ce qu'il y a autour de nous c'est avec un territoire apte à la subsistance de notre culture et pas seulement pour faire de l'argent.

> ***« […] on entend déjà des cris, les cris de rébellion des nouvelles générations qui ne sont pas disposées à continuer à se laisser piétiner. »***

Pour terminer, je tiens à vous manifester que ma communauté est pratiquement assiégé, que les habitants de Temucuicuy sont absolument stigmatisés : nous ne pouvons pas parler, car celui qui dénonce est muselé. Ici les jeunes ont seulement deux alternatives : ils se font absorber soit par le système via le travail en dehors de la communauté, soit par la prison pour avoir lutté pour leurs revendications.

Sans aucun doute, ce qui se vit dans cette communauté Mapuche de la neuvième région montre jusqu'où les gouvernements de la *concertación* sont capables d'aller pour garantir et continuer à administrer ce modèle [n.d.t : capitaliste ?] qui, en définitive, s'oppose par essence à la culture originaire, à ses valeurs et ses modes de compréhension de la vie.

La « cosmovision » du peuple Mapuche est profondément liée aux processus de vitalisation de ce qu'il y a autour de nous, tout ce qui est vie est sacré et doit être préservé. À l'opposé, le marché, la globalisation, l'État et la *concertación* conduisent à un point extrême la situation du peuple Mapuche ; et l'on entend déjà des cris, les cris de rébellion des nouvelles générations qui ne sont pas disposées à continuer à se laisser piétiner.

P.S. : à noter qu'une semaine après cette entrevue, la communauté fut perquisitionnée pour la sixième fois de l'année. Cette fois, le résultat fut un membre de la communauté blessé et une arrestation, le frère du « werken » interviewé. La descente a été réalisée par les Forces Spéciales de gendarmerie et on présume que la fusillade fut l'œuvre de la police d'investigation, mais ils ne furent pas identifiés étant donné qu'ils se réfugièrent (après la fusillade) sur les terrains de René Urban…

1. La Concertación de Partidos por la Democracia (CPD) est une coalition démocrate chrétienne et socialiste qui dirige le Chili depuis la fin de la dictature. Ladite CPD (ou Concertación) réunit d'abord 17 partis autour de Patricio Aylwin, démocrate-chrétien, du Partido Demócrata Cristiano (DC), qui remporta les élections de 1989. Eduardo Frei, du même parti, lui succéda en 1993, puis se fut le tour du président Ricardo Lagos, Partido Socialista de Chile (PS) et ancien ministre sous les précédents mandats, d'accéder à la présidence en 2000. Depuis mars 2006, C'est Michelle Bachelet qui préside le pays. La CPD est actuellement formée des organisations suivantes : le Parti socialiste du Chili, le Parti pour la démocratie (PPD), le Parti radical social démocrate, le Parti démocrate-chrétien. Source : Risal

Voici une liste de sites que nous avons pu consulter pour ce dossier ou bien tout simplement pour le contexte général.

Sites de contre information :

– http://temuko.sumariados.info
– http://www.hommodolars.cl
– http://www.sonidoslibertarios.tk
– http://www.felchile.org (étudiants libertaires)
– http://www.oveja-negra.tk/
– http://www.columnanegra.cl.nu/

Sites d'infos (sur les) Mapuches :

–http://mapuche.free.fr/ (en français)
– http://meli.mapuches.org/ (organisation mapuche Santiago)
– http://www.mapuexpress.net/
– http://www.nodo50.org/azkintuwe/
– http://kapma.over-blog.com (collectif pour l'autonomie du peuple mapuche, en français et castillan)

LA COORDINATION ARAUCO MALLECO APPELLE À L'AUTO-DÉFENSE ET RESPONSABILISE L'ÉTAT DES ÉVENTUELLES CONSÉQUENCES.

Dans une déclaration publique, la C.A.M. fait face, avec insistance, aux juges, aux flics et au gouvernement à cause de l'actuelle situation que vivent les communautés en conflit. La C.A.M. rejette énergiquement la militarisation de celles-ci, en plus de la partie de chasse qui, selon ces dernières, est menée à bien par le Ministère Public contre les combattants mapuches les plus en vue.[...] Nous reproduisons le communiqué :

« La C.A.M. informe l'opinion publique nationale et internationale que, suite aux faits survenus et qui nous font mettre en action des organes légitimes de résistance des communautés en conflit ; nous déclarons que :

1. Les forces répressives de l'État, à travers les juges, mènent une véritable partie de chasse dans les communautés en lutte et surtout sur les combattants Mapuches les plus remarqués – indépendamment d'une quelconque « enquête» qui aurait fait apparaître des résultats concrets pour accuser quelqu'un. Nous dénnonçons à notre tour les contraintes auxquelles est soumis notre frère détenu dans cette affaire.

2. La razzia policière a comme résultat, en plus de la militarisation des zones en conflit, l'intention de protéger les investissements des transnationales en Territoire Mapuche.

3. Une fois de plus, ce gouvernement est partie prenante de la campagne médiatique de la droite, stigmatisant les Mapuches comme terroristes, justifiant la mise en place d'un véritable État policier contre notre Peuple.

Suite à cela, nous signalons :

Que face à n'importe quelle attaque, nos communautés sont disposées à l'autodéfense légitime; nos organes de résistance s'affronteront sans hésitation à la violence démesurée des forces polières. Les conséquences d'autant de détermination seront de la responsabilité de cet état qui est à genoux devant les puissants.

Finalement, nous faisons un appel aux commnautés à être en alerte et à continuer la lutte. »

13 janvier 2007, *Sumariados Temuko*

Suite de la page 19 :

feu pour protester contre la construction du futur aéroport de Temuko. Celui-ci est sujet à un conflit avec les communautés mapuches de Freire. Le feu a été mis à des pneus qui ont brûlés pendant une heure jusqu'à l'intervention des forces spéciales des carabiniers. Ce fait montre que le conflit reste vif malgré l'approbration du projet par la Conama [Comission Nationale du Milieu Ambiant].

6 février : « depuis le 26 janvier se tenait à Santiago le spectacle de haut coût *La petite géante* de la compagnie française *Royal de luxe*. Le spectacle putride a été interrompu avec des tracts expliquant la situation des P.P. Mapuche, des « reclus » au Brésil [n.d.t.: 4 militants du MIR chilien arrêtés au Brésil pour des expropriations] et des compagnons du 4 février à Barcelone. L'action s'est terminée sans arrestations. Les rues sont occupées en permanence

Suite à la page 24

COMMUNIQUÉ : INCENDIE NOCTURNE AU LOCAL DES JEUNESSES DU PS

Forces Autonomes et Destructives Leon Czolgosz, 12 avril 2007

Ces flammes incendiaires sont une réponse immédiate au soutien manifeste que le parti socialiste a apporté à la brutale répression policière contre les jeunes antiautoritaires ce 29 mars, démontrant, une fois de plus, que les flics ne sont rien de plus que des assassins à la solde de l'État qui aujourd'hui est administré et dirigé par ce parti pourri.

Depuis le commencement de cette dictature « démocratique » et capitaliste, le PS s'est chargé de trahir, boycotter, emprisonner et assassiner les jeunes combattants des années 90 et désormais, s'est converti en digne héritier de la dictature militaire.

Ces socialistes de parti sont ceux qui, aujourd'hui, se vantent de leur travail oppressif signalant que leur action criminelle « n'a causé aucune mort » pendant leurs gouvernements concertationistes. Voici quelques noms pour qu'ils surpassent leur amnésie :

Cristian Castillo, Claudia López, Andrés Soto Pantoja, Alex Lemún, Ariel Antonioletti, Daniel Menco.

Tous sont quelques-uns de ceux qui sont tombés sous leurs lâches balles.

Nous faisons un appel à tous ceux qui résistent, de l'affrontement direct contre le capitalisme à ceux qui s'en protègent.

Continuons à amplifier et diversifier la lutte et la propagande pour détruire la société bourgeoise ; et obtenir l'autodétermination de nos vies.

Hier soir, un jeune est mort sous les balles de la police de la *concertación* – Oscar Vasquez. Aujourd'hui vient l'opération de dissimulation ; culpabiliser n'importe quel autre jeune ; occulter le terr orisme policier avec des déclarations, des expertises et des mensonges de la presse. Cela ils le font. Mais les flics et leurs soutiens paieront pour cette nouvelle mort lâche. Pour chaque agression, notre action [parlera].

Contre l'offensive étatique appelée Transantiago [n.d.t. : réorganisation bordelique des transports publics de Santiago qui rencontre une vive opposition au sein de la population pauvre ; nous y reviendrons], nous cramerons de nouveau […] la Moneda [n.d.t. : réference au 1er mai 2006]. Ils ne nous arrêteront pas, nous sommes partout.

Ni ici ni avec le Congrès et les scrutins. Nous ne nous conformerons jamais aux miettes de l'État. Tous ceux qui participent ou veulent participer au festin de l'État sont nos ennemis déclarés. À ceux-là va notre haine active.

pour se souvenir qu'aucun prisonner n'est oublié. » [indymedia santiago]

13 février : les communautés du Lago Clafquen ont occupé la péninsule de Licanray, territoire qu'elles réclament depuis plus de dix ans de palabres avec les autorités locales et qui appartient au Ministére des « biens nationaux ». Au soir, un important dispositif policier les en a expulsé avec violence. Une quinzaine de personnes sont détenues.[Hommodolars]

15 février : le tribunal de Angol condamne José Llanquileo, ex-porte parole de la C.A.M., à cinq ans et un jour de prison ainsi qu'une amende de 324 millions de pesos pour le délit d'incendie qualifié en 2001 dans le *fundo Poluco Pidenco* (commune de Ercilla), propiété de l'entreprise forestière Mininco. Accusation qui n'a d'ailleurs été jamais prouvée. Le jugement a commencé peu après l'arrestation de José Llanquileo lors d'une gigantesque opération policière, en novembre passé, dans la communauté Juana Millahual. Rappelons que pour la même raison, lors d'un autre procès, Patricia Troncoso Robles, Jaime et Juan Marileo Saravia ont été condamnés a dix ans de prison pour « incendie terroriste ».[Collectif pour l'autonomie du Peuple Mapuche]

17 février : nouvelles descentes de flics dans la communauté de Temucuicuy. Plusieurs personnes ont été blessées et cinq ont été arrêtées. [Hommodolars]

23 février : après quatre ans de recherches et une opération policière manquée en décembre dernier, le leader opérationel et militaire de la CAM, Héctor Javier Llaitul Carrillanca, a été arrêté à Concepcion suite à un controle d'identité. Le procureur régional a précisé que le « commandant Hector » était recherché pour diverses attaques entre 2001 et 2006. Actuellement il y a une quinzaine de « mandat d'amener » en relation avec le conflit Mapuche dont notamment le chef politique de la CAM, José Huenchunao Mariñán. [source: Kapma.overblog].

8 mars : la manifestation des femmes est durement réprimée par les forces spéciales de carabiniers.

11 mars : la CAM émet un communiqué pour protester contre la détention de Hector Llaitul Catrillanca.

21 mars : José Heunchunao de la CAM est arrété et placé en prison à Angol. Il était activement recherché (voir la mise à jour des PP mapuches). **29 mars :** « Dia del Joven Combattiente » dans tout le Chili. À Santiago, on dénombre plus de 800 arrestations et une centaine de flics blessés. À Concepcion, les unifs sont assiégés par les flics et à Rancagua, il y a 18 arrestations. À Valparaiso, un petit rassemblement est vite dispersé.

Le jour du combattant commémore la mort des frères Vergara [militants du MIR] mais aussi la vaillance […] de centaines de jeunes qui moururent en luttant, autant sous la dictature que sous la démocratie. La jeunesse combattante exprime la lutte historique toujours présente dans le peuple chilien, dont la rébellion n'est pas éloignée des demandes populaires qui sortent des secteurs les plus précarisés de ce système : la santé, l'éducation, l'habitat, le transport, l'autonomie, la liberté et la dignité. [http://www.hommodolars.cl/e107/content.php?content.2678]

16 avril : à la sortie nord de la ville de Temuco (près du campus nord de l'université catholique) la route 5 a été bloquée vers 17h par une trentaine d'enkapuchés en solidarité avec les prisonniers politiques mapuches, et en lien avec la grève de la faim menée depuis 13 jours par Hector Llaitul. Une personne a été arrêtée.

20 avril : à Talcahuano, en solidarité avec les prisonniers politiques mapuches, des compagnons ont coupé la route aux alentours de l'université Federico santa Maria de Talcahuano distribuant des tracts et s'affrontant avec les flics. Suite à cette action, les flics ont prolongés l'affrontement à l'intérieur de l'unif, detenant trois personnes ; le procureur a requis de la prison préventive pour ces trois compagnons, étudiant de l'unversité de Concepcion.

23 avril : le centre culturel okupé *El semillero* de Quilpué (V^e^ région), en plus des nombreuses pressions des autorités et des flics, est attaqué par des néonazis. Un des okupants est gravement blessé, il est hospitalisé. Ils en appellent à la solidarité pour payer les frais d'hôpital (4 millions de pesos). [sonidos libertarios]

1er mai : à Santiago les manifestations donnent lieu à des confrontations entre enkapuchés et flics mais aussi entre membres du PC et des anarchistes (de la CRA), les premiers voulant expulser les anars de la manif. Le PC et la CUT (syndicat) ont clairement collaborés avec les flics pour empêcher les plus radicaux de s'exprimer.

3 mai : de durs affrontements (suite à un bloquage de route) entre les travailleurs de Bosques Arauco (société forestière) et les flics font un mort, Rodrigo Cisterna, 26 ans, et de nombreux blessés. Les 5000 travailleurs étaient en grève depuis le 30 avril. [Hommodolars]

Des enkapuchés à Santiago…

Le contrôle a évolué. Et vous ?

Voilà déjà quelques années *que nous en sommes réduits à constater que la direction bureaucratique de la STIB, à l'image du reste de la ville, voire de l'europe, mène une politique de plus en plus sécuritaire au service de la gestion capitaliste de notre monde.*

Sous couvert de « sécurité », de « convivialité », ou encore de « vitesse commerciale », elle nous impose de plus en plus de dispositifs de propagande ou de répression. Nous y voyons surtout stérilisation, normalisation et insécurrité sociale.

Le petit texte qui suit a pour but, sans grandes prétentions, de participer à relancer des débats, des critiques et de l'action à travers la diffusion d'une série non-exhaustive d'informations, d'analyses et de pratiques en rapport avec le contrôle social dans les transports publics, reflet d'une tendance générale de la société étatique.

I. Sur le « grand nettoyage » en cours.

C'est une évidence, la direction de la STIB fait la chasse aux pauvres, qu'ils soient fraudeurs, marginaux, mendiants ou encore musiciens ambulants. Il s'agit de nettoyer le réseau. Les dispositifs mis en place à cet effet se multiplient : les nouveaux agents de prévention qui sillonnent les stations, les caméras [1], le renforcement des contrôles [2] de titre de transports, une série de campagnes de propagande contre la pratique de la fraude, la montée par l'avant dans les bus, l'augmentation des amendes, l'interdiction de faire de la musique, l'interdiction de faire la manche, de se réchauffer dans les stations les soirs d'hiver... Surtout, la STIB entend bien participer au grand nettoyage de la ville [3]. Car Bruxelles, capitale européenne du Capital, doit être toujours plus belle, ce qui passe par une stérilisation généralisée, qui s'étend d'ailleurs sur toute l'Europe.

La lutte contre la fraude est devenue une priorité, à grand renfort de « spécialistes en communication », de moyens financiers, médiatiques et répressifs.

Une brochure distribuée par la STIB, *C'est vraiment stressant de frauder*, mérite ici d'être citée :

« Voyager en transport public, ça n'a rien d'inquiètant. Sauf peut-être pour les 4 à 5 % [4] de fraudeurs qui embarquent stressés et avec le poid de la culpabilité... Payer, c'est voyager décontracté... Cette sévérité est indispensable pour améliorer le confort et la sécurité des voyageurs... Le contrôleur est votre allié : la présence du contrôleur rassure les clients en règle et dissuade le vandalisme autant que la fraude. C'est pourquoi la STIB à décidé de renforcer les contrôles. » [5] .

La direction de la STIB, épaulée par une boîte de communication, profite du climat sécuritaire ambiant pour faire passer la fraude comme pratique anti-sociale, dangereuse pour celui qui aurait payé son droit à la sécurité et coûteuse pour la collectivité qui devrait supporter la charge de ces parasites [6]. Pourtant nous savons pertinemment que le contrôle n'est pas de nature à apaiser les esprits, ni à résoudre les problèmes. Au contraire, une bonne partie des incidents se produisent à cette occasion [7].

L'imposition graduelle et désormais totale de la montée par l'avant dans les bus n'a rien de rassurant non plus. Le chauffeur devient contrôleur [8], délateur et « garant » de la moralité de ses passagers. Citons encore une fois le service communication de la STIB :

« ...Les tickets sont présentés et validés à l'entrée. Simple, avantageux et convivial. Il n'y a plus de bousculades et en fin de compte, on gagne du temps ! ...Avant, n'importe qui pouvait rentrer dans le bus. Maintenant, comme les tickets doivent êtres présentés ou validés près du chauffeur, il sait exactement qui il transporte. Vous pouvez dés lors voyager en toute sécurité. Tranquille non ?... » [9]

Dégueulasse surtout ! Et pas pratique du tout en plus ! Comme si le fait de payer reflètait une valeur morale ? Comme si le chauffeur pouvait nous juger d'un coup d'œil ? Comme si le contrôle allait améliorer les relations entre usagers et chauffeurs ?....

Autre chose encore, ceux qui se sont aventurés hors des transports eux-mêmes pour aller jeter un œil au service contentieux de la STIB se sont re-

1. La direction de la STIB a même le projet de mettre en place des caméras dites intelligentes qui détecteraient les comportements « anormaux »...
2. Un autre rêve de la STIB : nous foutre des portiques dans les stations comme à Paris ou Londres
3. Une petite pensée pour le quartier du midi, rasé pour construire des bureaux de commerce et donner une belle image de la ville aux entrepreneurs et autres raclures du genre qui débarquent de la gare... bravo Bruxelles !
4. C'est ça, c'est ça...
5. Vous pouvez la retrouver sur le site internet de la STIB
6. Un petit chiffre : les pertes dues à la fraude ne représentent qu'un dix-millième du budget de la STIB, c'est-à-dire beaucoup moins que le salaire annuel de certains patrons... mais qui sont les parasites ?
7. Un exemple tout frais : Paris, 27/03/07, l'interpellation d'un voyageur sans billet et sans papier à déclencher plusieurs heures d'affrontements dans la gare du nord. Les gens présent ont pris son parti et affronté la police, des magasins de la gare ont aussi été pillés. Neuf blessés, treizes interpellations.
8. Un contrôleur contrôlé, puisqu'il risque désormais des sanction s'il ne remplit pas sa « tâche »
9. cf. site internet de la STIB

trouvés devant une porte blindée avec œilleton, caméra et digicode. La réponse du fonctionaires fut révélatrice du malaise :

« Dorénavant, toutes les communications concernant les impayés et les réclamations avec le public se font par courrier, car tous les collègues se sont fait cracher dessus ou casser la gueule. Certaines personnes s'en sont même pris au matériel. »[10]

Pour régler les conflits qu'elle créée, la STIB n'a pas trouvé mieux que de barricader son propre personnel et lui assigner la tâche ingrate d'échelonner le surendettement de milliers de gens. Ceci nous permet de douter franchement de la convivialité et de la sécurité que nous apportent les contrôles. Ou alors ce qu'ils appellent convivialité et sécurité, on n'en veut pas !

Le sort réservé par la STIB à ceux qui ne sont jamais à « leur place »[11] , les gens de la rue et les artistes ambulants, n'est pas fondamentalement différent. On interdit, on réprime, on évacue des différences qui deviennent trops apparentes.

À coup de sondages, la direction de la STIB voudrait nous faire croire que ces mesures sont le reflet d'une volonté de la collectivité. En effet, bien que tous les sondages soient bidons par essence, les techniques employées par la STIB en la matière sont les pires du genre : pour un sondage effectué en 2005 sur la « satisfaction de la clientèle », elle distribue 10 000 questionaires et reçoit plus ou moin 1 400 réponses. Il en ressort que la sécurité et la fréquence sont les aspects qui comptent le plus, que 41,8 % se sentent importunés par les mendiants et 62,7 % par les musiciens. D'une part, cette technique de sondage est la moins représentative qu'il puisse exister ; de l'autre, elle est une arme pour créer une soi-disant opinion publique et donc utiliser un argument « démocratique »[12] pour imposer des décisions venues d'en haut.

Franchement, les gens préfèrent-ils vraiment la musique commerciale, qu'on nous rabache par haut-parleur dans les stations, aux sons des accordéons, violons, guitares et autre chanteurs ? Ou alors, ce qui dérange, c'est la manche... Pourtant nous crachons des impôts et des tickets qui servent aussi à payer les droits d'auteurs pour la musique commerciale dans les stations, les contrôleurs, les pointeurs, les automates... La STIB prétend ficher, confiner (définir quelques zones où l'on aurait le droit de jouer) et distribuer des autorisations aux musiciens.

Tu auras remarqué les clefs de sol barrées qui sont apparues un peu partout sur le réseau ces derniers mois ; nous t'invitons à les arracher une par une...

II. Sur la politique sécuritaire et le sentiment d'insécurité

La sécurité et le sentiment d'insécurité sont des thèmes très à la mode chez les politichiens[13] du moment et la STIB leur emboîte joyeusement le pas. On ne parle pas ici de l'insécurité technique (personne ne souhaite voir les métros dérailler) mais bien de l'insécurité sociale.

Nous envisageons l'insécurité sociale d'une façon fort différente de la STIB.

Pour cette dernière, elle renvoie à la peur de l'autre. Tu as sûrement remarqué, comme nous, cette superbe campagne anti-pick-pocket qui nous rappelle à quel point il faut se méfier de notre voisin. Selon nous cette façon de voir est doublement dangeureuse. D'une part, elle instaure et propage, à l'image des médias[14], un sentiment d'insécurité fictif, interiorisé, formant ainsi un terrain favorable à la peur bornée. De l'autre, elle divise les gens leur faisant perdre de vue des problèmes bien plus fondamentaux de notre société. D'ailleurs, il sera assez rare de croiser dans nos transports (sauf peut-être dans certains quartiers « propres ») ceux qui ont de bonnes raisons de craindre la populace qui les entoure, ceux qui moisissent cloisonnés dans leurs quartiers résidentiels, leurs tours de bureaux glacés et leurs grosses cilindrées...

Ce que nous entendons par insécurité sociale, c'est d'abord la peur de perdre sa vie à la gagner, au profit du patronat et de l'État. Et puis une fois qu'on est bien coincés, la peur de perdre notre boulot minable, notre bourse d'étudiant, notre chomâge, de ne plus pouvoir payer son loyer, sa facture d'élctricité... La peur de sombrer dans l'acoolisme et la drogue pour noyer son mal-être... Dans les tranports, c'est la peur du contrôle, des heures de travail perdues pour payer les amendes et de voir les huissiers débarquer chez toi... Le stress pour le chauffeur qui va devoir contrôler les gens. La peur d'être un sans-papier que la STIB livrera à la police.

La colère finalement de devoir vivre dans un monde de plus en plus surveillé, de plus en plus carcéral. Monde où les moyens d'action de la population face à ceux qui l'exploitent et la dirigent se réduisent de réformes sécuritaires en réformes sécuritaires.

10. Information provenant du site du Collectif Sans Ticket, que nous vous invitons vivement à visiter : www.cst.collectifs.net

11. Nous réafirmons en cette occasion une solidarité hargneuse avec les nombreux occupants du 103 bd de Waterloo, expulsés par l'État au profit de la secte de scientologie, véritable peste nazifiante... bravo Bruxelles !

12. Ces techniques sont caractéristiques du spectacle politique sensé masquer une réelle dictature économique.

13. Rappelons ici le cas « Joe », tragique fait-divers élevé au rang de catastrophe nationale et instrumentalisé par le pouvoir pour renforcer de façon exponentielle le dispositif sécuritaire de la ville. Jamais auparavant nous n'avions vu une manifestation dont le nombre de participants ait été augmenté par la police elle-même. Evidemment la mort d'un jeune bourgeois d'Uccle est bien plus grave que celle d'un jeune maghrébin des Marolles, Faycal Chaaban, tué dans la nuit du 24-25/09/2006 à la prison de Forest après que le personnel médical lui ait injecté à deux reprise des anesthésiants lourds. La réponse ne fut pas une marche blanche, mais deux jours d'émeutes dans le quartier des Maroles... On se rappellera encore l'assassinat de Semira Adamu (1998), jeune nigerianne, étouffée au coussin par la police lors de sa sixième expulsion à l'aéroport de Zaventem. Rappelons-nous pour finir que l'État est plus que capable d'assassinat, mais aussi de guerres sanguinaires, de génocides...Sa sécurité n'est pas la nôtre.

14. Encore un rappel : la campagne présidentielle en France de 2002 et l'omniprésence médiatique du thème de l'insécurité : résultat, un second tour Chirac/Le Pen...

De fait, les dispositifs sécuritaires se sont multipliés dans le réseau. Ainsi s'est mis en place un dispositif de caméras de surveillance assez important. Nous n'avons qu'à observer les nouveaux trams aux allures futuristes afin de nous en rendre compte.

Depuis un certain temps, nous pouvons observer des bonhommes en gilets jaunes qu'on nomme « agents de prévention ». Chargez de traquer les « incivilités », ces mêmes personnes se voyaient souvent contraintes de frauder avant d'avoir dégotté ce nouveau job. En d'autres mots, les institutions profitent de la détresse des uns afin de contrôler la détresse des autres. À côté de ces agents, il y a bien entendu les contrôleurs dont le nombre est en « légère » augmentation. Ils agissent comme un filtre, un appareil de capture additionnel à la puissance publique. Surtout si on ajoute que pour chaque sans-papier expulsable remis aux flics, cet agent se verra offrir une prime de 20 euros.

Le 4 septembre 2002, a eu lieu la première action FIPA (Full Integrated Police Action). Elle consiste à coordonner les différents corps de contrôle : les polices communales, dites locales, la police des chemins de fer, la brigade de la police fédérale du métro ainsi que les services de contrôle de la STIB. Résultats de cette grande première : 6000 contrôles, 90 arrestations. Dans la mêlée, 600 fraudeurs. Plus récemment, une action de ce type, fortement médiatisée, avait officiellement pour but de faire rentrer les écoliers brosseurs dans le rang, mais, par la même occasion chopper les fraudeurs, les sans-papiers, d'éventuels fugitifs…

Ils traquent la fraude
À travers les wagons
Retournant en tous sens
Tickets et cartes de réduction
Ils inspectent d'un œil soupçonneux
Tout titre de transport présenté à leurs yeux
Ils se disent accompagnateurs
Mais resteront à jamais de vils contrôleurs
Parfois l'un d'entre eux se fait dérouiller
Mais sans doute l'avait-il bien cherché…

LARA JOCŒUR

Le but de ces politiques mises au point est de « sécuriser » le réseau ainsi que sortir les gens gênant des couloirs du métro. Mais dans quelle mesure cela ne participe pas à placer la ville et ses populations sous contrôle constant ?

III. Sur la collaboration entre la STIB et le monde spectaculaire marchand

Les transports en commun font partie d'un dispositif de contrôle du Capital de nos allers et venues : du travail au supermarché, de la fac au stade, des lieux d'exploitation aux lieux de consommation et ainsi de suite.

Aujourd'hui (et depuis un certain temps déjà), la fonction politique de la STIB fusionne bel et bien avec la logique économique. Ce qui devait être un bien public est devenu une vraie entreprise avec un président à sa tête, une bureaucratie conséquente et un système répressif bien mis en place.

Les initiatives de collaboration avec la gestion marchande de notre monde sont nombreuses, citons en ici quelque-unes, qui nous ont parrues particulièrement évoquatrices.

Commençons par IKEA, qui de nous ne connaît pas cette multinationale ? En effet, en mars 2005, la STIB et DE LIJN ont conclues un partenariat avec cette société privée. On pouvait recevoir des voyages gratos à conditions d'aller faire son shopping au nouveau « supermarché du mobilier » d'Anderlecht. Les abonnés eux ont eu droit, sur place, à une tasse de café assortie à un somptueux morceau de tarte industrielle. L'arrêt St Nicolas, juste en face du nouveau magasin, sera rebaptisé IKEA[15]. Ensuite, l'agression publicitaire permanente, distillée dans toutes les surfaces du réseau. Veritable propagande au service de la machine marchande et de son monde, elle pollue nos espaces, nos cerveaux, nos vies... Dans ce domaine, la nouvelle innovation, c'est la disposition de ces saloperies sur le sol des stations (même en regardand ses pieds, on y échappe plus), Art-Loi en premier. On ajoutera à cela l'intensification du réseau pour les achats de fin d'année, le concert de Johnny Halliday, la fête nationale, les soldes, les matchs de foot... Mais encore « l'airport line » (qui relie le quartier Européen à l'aéroport de Zaventem afin d'augmenter la fluidité de mouvement des cadres de l'Europe du capital) et la nouvelle ligne touristique.

Ce qui est étonnant, c'est que nous osions encore parler de services publics, alors que dans son fonctionnement et ses initiatives, la STIB nous rappelle plutôt une entreprise idéologiquement et pratiquement au service du Capital.

IV. Sur les mouvements sociaux du personnel et des usagers de la STIB et leurs pratiques.

Les grèves des Stibars sont récurrentes et sont pour la plupart causées par des attaques de la direction contre les conditions de travail (émiettage des temps de pause, contrôle des cadences et de la productivité, suppression des primes…).

On peut toutefois regretter que ces luttes répétées prennent trop souvent, sous l'impulsion des directions syndicales, une tournure corporatiste qui fait finalement le jeu de la bureaucratie. En effet, l'arrêt pur et simple de la circulation per-

15. À vrai dire ceci a été un accord fait entre IKEA, la STIB et DE LIJN. En effet, cet arrêt est desservi par DE LIJN.
16. Communiqué de la direction générale de la STIB le 7/01/2005, vous pouvez le trouver sur son site internet
17. Communiqué de la direction générale de la STIB le 5/12/2003, vous pouvez le trouver sur son site internet

met aux dirigeants d'opposer facilement usagers et travailleurs, faisant passer l'action de ces derniers pour nuisante et égoïste :

« ...La Direction Générale ne peut que regretter cette nouvelle action injustifiée qui cause un préjudice grave à la STIB et un désagrément inutile à sa clientèle. » [16]

Pourtant la parade existe : « le tarif zéro ». Le principe est simple : on fait tourner les machines mais on éteint les pointeurs. Ce type d'action se révèle bien plus efficace à bien des niveaux et c'est bien pour cela qu'elles sont découragées par la direction bien sûr ; mais aussi, dans un second temps, par les directions syndicales, alliées du pouvoir. Citons encore une fois à ce sujet la direction de la STIB :

« Ce samedi 6 décembre, les clients de la STIB risquent de rencontrer une situation pour le moins inhabituelle sur le réseau. En effet, le personnel à été invité par les organisations syndicales à remplir sa fonction tout en refusant une partie importante de celle-ci, à savoir la vente et le contrôle des titres de transports. Nous insistons pour que la clientèle acquitte, comme d'habitude, le prix de son titre de transport ; il s'agit là d'un devoir citoyen pour le service qu'elle reçoit… » [17].

Nous soutenons fortement ces actions car :

Elles concrétisent la construction d'un service public par sa base en dépassant la trop classique opposition entre grévistes et non-grévistes, entre travailleurs en lutte et clients passifs. Elles permettent donc la construction d'une ample solidarité entre travailleurs et voyageurs.

Elles remettent en cause la sélection financière imposée à l'entrée des véhicules et le système disciplinaire qui la suit, diminuant ainsi les motifs de stress tant des travailleurs que des voyageurs.

Elle répondent efficacement à la stratégie managériale de grignotage progressif de ce qui fait le quotidien du travail et démontre par la même qu'une direction bureaucratique n'est pas du tout indispensable au fonctionnement du réseau.

Des usagers, eux aussi, ont su s'organiser et remettre en cause le fonctionnement de la STIB.

Nous parlerons ici du collectif sans ticket (C.S.T.) [18], qui de 1998 à 2003 a su développer une série de pratiques de résistance et de diffusion de la résistance, avec comme enjeu central la « Réappropriation des moyens d'existence ».

Il créèrent la « carte de droit au transport », « organisèrent des opération free zone » (repérage des contrôleurs dans les stations de métro et information solidaire entre voyageurs sur les lieux de contrôles), diffusèrent des informations sur l'accès gratuit… Il connurent un succès croissant dans leurs initiatives mais furent aussi durement réprimés par la STIB qui les accusa « d'association de malfaiteurs ». Les condamnations se sont multipliées (plus de trente) et le collectif finit par s'essouffler.

Poutant la partie n'est pas jouée...

Des pratiques non organisées peuvent aussi se développer sur le réseau de façon assez simple et quotidienne, comme par exemple :

– remettre son ticket à un sans-tiket en quittant le transport ;

– saboter les pointeuses (une pipette d'eau salée dans la fente de la machine suffit) ;

– arracher les pubs/propagandes non barricadées dans du plexiglass (y a aussi moyen de les exploser avec une bonne pioche) dans les trams/métros/bus ;

– prévenir si possible de la présence des contrôleurs... l'inventivité n'a pas de limites.

V. Pour en finir

Nous ne croyons plus en une quelconque réforme de la misère quotidienne. Nous ne croyons plus à la mascarade politicienne ni à son cabaret électoral.

Qui contrôle quoi ? Qui dirige qui ?

Nos moyens d'existence doivent-ils être définis par et appartenir à une clique de dirigeants-profiteurs, ou par ceux qui les produisent et les utilisent ?

Parce que nous ne supportons plus être réduits à l'état de sujets passifs et manipulables.

Parce que nous ne supportons plus la gestion de notre monde par les politichiens, patrons, lobbys, propriétaires, spéculateurs immobiliers, et autre institutions du pouvoir.

Parce que que nous ne voulons pas non plus participer, en bons citoyens, à l'amélioration d'une gestion basée sur un sytème fondamentalement pourri, source de misère et d'aliénation.

Parce que la classe dominante à besoin de nous et que nous n'avons pas besoin d'elle.

Nous avons décidé de rompre avec ces logiques et de lutter pour la reprise en main et la rédéfinition collective de nos existences, sans classes ni État.

C.D.G. (collectif pour le déraillement généralisé /ou/ Collectif pour la déviation générale)

18. www.cst.collectifs.net

1987-2007 : 20 ans de trop !

Cette année 2007 marque les 20 ans d'emprisonnement des militants révolutionnaires d'Action Directe. Joëlle Aubron a été libérée l'année dernière et est morte quelques mois après sa libération. Ils sont actuellement tous et toutes libérables mais – vu qu'ils ne renient rien, au contraire – l'État français s'acharne et, vu le contexte politique actuel en France, continuera à refuser toute libération future. Ce n'est pas une raison de baisser les bras, bien au contraire il est important d'amplifier la mobilisation pour leur libération et de ne pas oublier de quelle histoire ils et elles sont issus – l'histoire de la dernière vague d'offensive révolutionnaire que le pouvoir voudrait bien effacer. Ni pardon ni oubli, il en va de notre capacité à relever la tête ! Pour illustrer notre solidarité, nous avons choisi de publier un extrait du premier roman de Jann-Marc Rouillan, **Le Roman du Gluck**. ***Vous pourrez trouver toutes les infos sur A.D. et les actions de soutiens (ainsi que des tracts et affiches à télécharger) sur http://www.action-directe.net et http://nlpf.samizdat.net (site du collectif Ne Laissons Pas Faire) ; ainsi que des infos sur les prisonniers politiques sur http://apa.online.free.fr.***

Le Gluk ne travailla jamais.

Sauf en prison, à la gamelle, mais ce n'était pas la même chose

En conséquence, il ne cotisa jamais à la retraite, pas un seul point. Au moins il ne perdait rien aujourd'hui.

Il refusa.

C'est ainsi que le Gluk partit en avant-garde de révolte dans un 68 avant l'heure.

Si Mendel était juif polonais, le Gluk était beaucoup plus arménien. Il entra en résistance comme un *fedaï* dans le Caucase. Une vieille arme, quelques balles et du pain rassis.

Pas besoin de parti.

Rien que sa vie.

Une conscience de ce qui est juste et de ce qui est intolérable.

Il refusa bien plus que le « métro, boulot, dodo », il alla aussi loin qu'il put le faire seul. Il marcha jusqu'à la limité. Jusqu'au bord du gouffre. Le plus éloigné possible et le plus vite. À peine apercevait-il encore les lueurs vert-de-gris de la ville et des hommes esclaves. Soumis. Réduits à leur comédie !

Entre l'ascétisme pénitentiaire et l'idéologisme de catéchumène, il vécut sans demander son reste.

Il prit sa vie à bras le corps.

À la dérobée, la nuit et le jour aussi sous le gris du ciel et à l'ombre de ses repaires dans les anciennes cours.

Il encaissa les coups.

Les abandons.

Les trahisons.

De ceux qui se sauvaient avant les barricades, qui filaient par la porte de derrière.

Ceux qui partaient entre deux journalistes dès que ça chauffait un peu.

Ceux qui quittèrent le navire aux sauve-qui-peut de « la crise des idéologies »et au son de l'abjuration à six sous ou plus bibliquement à trente deniers.

Comme si on leur avait demandé un alibi pour retourner sous les jupes de leur maman et mère patrie dans les beaux quartiers !

Le Gluk se souvenait de leur engagement de pitres.

De leurs violences souvent gratuites.

De leur extrémisme savamment alambiqué à la fleur de parlotte.

Ils étaient beaux comme des cartes postales.

« Papa, Maman, je suis en colonie de vacances chez les prolétaires, nous nous amusons beaucoup, nous jouons à la révolution, grosses bises. »

Et ces imposteurs osent parler de dérive.

La dérive sanglante des années quatre-vingt, la dérive de quelques soldats perdus.

La dérive !

De nos jours, les moins pires distribuent des canards que, dans les années soixante-dix, les jeunes de la SFIO ou du PSU auraient refusé de diffuser au vu de leur tiédeur.

Ils se prétendent fidèlement écarlates.

Mais lorsque le Gluk ouvre par mégarde un de ces brûlots, il n'y déniche que de la social-démocratie grelottante.

Un petit refrain protestataire.

Une berceuse d'enfants sages.

Des mots.

Des mots devenus des plaisanteries et une prostitution certaine de la révolte.

Tout est fini, les forts, les braves,
Tous sont tombés, ô mes amis
Et déjà rampent les esclaves,
Les traîtres et les avilis.
Où donc êtes-vous, ô mes frères ?

Le Gluk sort de trente ans de frigo.

Il décongèle lentement au soleil de la colline.

A-t-il dérivé comme un glaçon oublié par la banquise et parti en croisière sur les houles vers le sud, vers le tout-venant ?

Est-ce lui qui dérive ?